

Doc. 11026
18 septembre 2006

L'intérêt pour l'Europe que le développement économique de la Russie se poursuive

Rapport
Commission des questions économiques et du développement
Rapporteur : M. Kimmo Sasi, Finlande, Groupe du Parti populaire européen

Résumé

La Fédération de Russie – de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, le pays le plus vaste, le plus peuplé et doté d'immenses ressources – s'est évertuée sans relâche à stabiliser son système économique et politique depuis le début des années 1990. Ses efforts pour se développer, entrepris tout en adoptant progressivement les valeurs démocratiques européennes et en devenant une économie régie par les lois du marché, ont été mis à l'épreuve par une série de difficultés, en particulier durant la crise financière d'août 1998. Les réformes en continu ont généré une stabilité macroéconomique et politique, une forte croissance, une amélioration du niveau de vie et la confiance dans l'avenir, autant de bons résultats largement salués ; toutefois de nombreux défis se posent encore en terme de développement si la Russie veut exploiter pleinement son potentiel.

Le rapport passe en revue les progrès que la Russie a marqué ces dernières années dans le domaine économique et met en lumière des domaines problématiques qui nécessitent que les autorités russes agissent sans tarder. Il appelle à instaurer, autour de valeurs communes et d'intérêts mutuels, une coopération stratégique plus étroite entre la Russie et d'autres pays européens, pour promouvoir un développement plus harmonieux grâce à une meilleure gouvernance dans l'ensemble des secteurs et régions du pays.

Les principaux objectifs de développement à court et moyen termes devraient viser à renforcer la prééminence du droit, rationaliser le système réglementaire, améliorer l'administration, enrayer le déclin démographique, promouvoir le développement humain, moderniser l'économie, clarifier le rôle de l'Etat en matière économique et stimuler l'activité économique en Sibérie et dans les régions extrême-orientales du pays. Les recettes supplémentaires accumulées grâce aux exportations de ressources naturelles russes devraient servir à soutenir les réformes structurelles et à poser les fondements d'une future croissance de qualité.

A. Projet de résolution

1. Dotée de ressources humaines, naturelles et économiques considérables, la Fédération de Russie, le plus vaste et le plus peuplé des Etats membres du Conseil de l'Europe, a connu bien des difficultés, depuis le début des années 1990, dans ses efforts pour stabiliser son système économique et politique. C'est également le pays qui a été confronté aux défis les plus impressionnants en matière de développement alors qu'elle adoptait progressivement les valeurs démocratiques et devenait une économie régie par les lois du marché.

2. Au cours de ces sept dernières années, la Fédération de Russie a réussi alors même que beaucoup n'y croyaient pas. La crise financière d'août 1998 qui a secoué profondément son économie a permis à sa compétitivité de rebondir grâce à une dévaluation du rouble, à une discipline budgétaire plus stricte, à une restructuration de sa dette extérieure et à une meilleure supervision des banques. Cette crise a également suscité un regain de soutien en faveur des réformes, grâce à quoi il a été possible de parvenir à une stabilité macroéconomique et politique, ainsi qu'à une croissance dynamique, à de meilleurs niveaux de vie, à davantage de prospérité et de confiance. Toutefois, des disparités significatives de revenus, un développement régional très inégal et le manque persistant de diversification constituent des obstacles sérieux à une croissance économique durable en Fédération de Russie.

3. L'économie russe en rapide expansion est confrontée à tout un ensemble de défis à court et moyen termes en matière de développement. Il s'agit notamment de préserver la stabilité macroéconomique et politique, d'utiliser plus efficacement les ressources, de poursuivre des politiques de réforme et de continuer la modernisation globale de l'économie. Il importe également d'urgence de renforcer la prééminence du droit, de rationaliser le système réglementaire, de maîtriser l'inflation, de mieux définir les secteurs « stratégiques », d'améliorer l'administration, de renforcer la transparence en matière de politiques, surtout pour ce qui est des modifications réglementaires prévues, et d'assurer l'impartialité dans la mise en œuvre du système fiscal.

4. L'Assemblée parlementaire estime que le fait que la Fédération de Russie assure la présidence du G8 en 2006 et celle du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de mi-mai à mi-novembre 2006 est une bonne occasion pour ce pays de montrer son engagement en faveur des réformes structurelles, judiciaires et démocratiques, ainsi que du développement humain et de la coopération stratégique avec d'autres pays européens sur une large palette de questions.

5. L'aspiration à une « Europe sans clivage » montre bien que les pays européens souhaitent rechercher une union plus étroite fondée sur des valeurs partagées, la justice, la solidarité, la sécurité et les intérêts mutuels. Il est primordial, pour le développement harmonieux et la prospérité de la Fédération de Russie mais également de l'Europe tout entière, de soutenir une croissance économique forte dans ce pays, comme cela a été le cas ces sept dernières années, et de promouvoir la bonne gouvernance dans tous les secteurs et dans toutes les régions de la Fédération.

6. La poursuite de l'intégration de la Fédération de Russie à l'économie européenne et mondiale est facilitée par son partenariat de plus en plus approfondi avec l'Union européenne. L'accord des deux parties pour l'instauration de quatre « espaces communs » offre un cadre global d'action, notamment par le biais de « l'espace économique commun » qui vise à mettre en place des conditions permettant d'accroître et de diversifier les échanges et l'investissement entre les deux parties, et par « l'espace commun de liberté, de sécurité et de justice » structuré pour lutter, entre autres problèmes, contre le crime organisé et transfrontalier. Tout en se réjouissant des mesures prises récemment par les deux parties pour faciliter la libre circulation des personnes, l'Assemblée espère que la renégociation de l'Accord de partenariat et de coopération prévue en 2007 donnera un contenu encore plus concret aux quatre espaces communs.

7. La situation démographique actuelle de la Fédération de Russie a été reconnue comme une faiblesse majeure et de fait une menace pour la croissance et le développement à long terme du pays. L'émigration et la « fuite des cerveaux » vers l'Ouest, des taux de natalité très bas conjugués à des taux de mortalité et d'interruption de grossesse très élevés dus à l'insuffisance des soins de santé, diverses maladies, aux accidents et à des modes de vie pathogènes sont à l'origine d'un déclin démographique

alarmant et d'une érosion rapide de la main d'œuvre, ce qui a abouti à un besoin croissant d'immigration de main d'œuvre qualifiée. Il convient donc, pour renverser cette tendance, de prendre immédiatement des mesures dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, du planning familial, des politiques de l'emploi et du contrôle des flux migratoires.

8. Une gestion saine des économies régionales (qui, en matière de ressources, de spécialisation, de développement et d'autonomie, présentent des situations hétérogènes) est capitale pour promouvoir une croissance économique équilibrée et l'intégrité territoriale du pays. Pour stimuler l'activité économique au-delà des zones du centre et de l'ouest, il est vital de stabiliser l'équilibre démographique, de traiter avec plus de souplesse le problème des travailleurs migrants en situation irrégulière et de veiller à ce que la population soit plus également répartie sur l'ensemble du territoire. Les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, qui couvrent les trois quarts du territoire de la Fédération et où se trouve la presque totalité des ressources naturelles du pays, devraient recevoir une part équitable des recettes tirées de l'exploitation de leurs ressources et s'en servir pour le développement de l'infrastructure régionale et de systèmes de protection sociale.

9. Le patrimoine culturel et les sites naturels qui émaillent toute la Fédération de Russie sont d'une richesse et d'une variété telles qu'ils offrent de remarquables opportunités pour développer le tourisme de manière équilibrée. Cela servirait non seulement le développement régional mais également les efforts de préservation de l'intégrité du patrimoine national. Des mesures devraient être prises pour stimuler le tourisme culturel et le tourisme vert, en s'inspirant de l'expérience d'autres pays. Dans ce contexte, l'Assemblée se félicite de la création prévue par le Conseil de l'Europe du Centre européen pour la coopération interrégionale et transfrontalière à Saint-Pétersbourg ; ce centre servira d'enceinte pour le dialogue entre les régions de la Fédération de Russie et d'autres pays européens dans les domaines économique et culturel.

10. L'Union européenne a appuyé avec détermination l'adhésion de la Fédération de Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De fait, beaucoup s'accordent à dire que cette adhésion galvanisera la réforme au niveau national et améliorera le climat des investissements dans le pays, ce qui devrait apporter des bénéfices considérables à moyen terme pour l'économie russe et améliorer la situation de pratiquement tous les foyers russes. Il est important toutefois que le Gouvernement russe prenne les devants pour anticiper et atténuer tout impact négatif à court terme de l'adaptation à la concurrence mondiale des secteurs les plus vulnérables (par exemple l'agroalimentaire, la chimie, le secteur pharmaceutique et la microbiologie, le secteur des motoristes et la production de matériel agricole), des entreprises et de certaines couches de la population. Il devrait également prendre des mesures pour renforcer la compétitivité des entreprises russes.

11. L'Assemblée espère que les difficultés résiduelles concernant les négociations (subventions agricoles, protection des droits de la propriété intellectuelle, ouverture des secteurs des services et de l'aviation et double tarification pour l'énergie), notamment avec les Etats-Unis, seront résolues d'ici la fin de 2006, ce qui dégagera la voie pour l'adhésion de la Fédération de Russie à l'OMC. Dans le même temps, elle invite les autorités russes à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales de blocage des échanges commerciaux utilisées en différentes occasions, et récemment vis-à-vis de la Géorgie et de la Moldova pour les importations de vin.

12. La Fédération de Russie a réussi une bonne performance économique, avec une stabilité macroéconomique sans précédent et un fort excédent budgétaire dans un contexte marqué par un environnement extérieur très favorable avec une forte demande et des prix en hausse pour les principaux produits russes exportés – ses ressources naturelles. En fait, plus de 75% de l'ensemble des exportations et une bonne part de la croissance industrielle du pays reposent sur l'exploitation de ces ressources, en particulier le pétrole et le gaz, les métaux non ferreux et le bois. Cependant, cet avantage concurrentiel unique doit être consolidé par l'investissement dans le développement d'une production plus diversifiée et à plus forte valeur ajoutée. Cette évolution offre également d'excellentes opportunités de progresser en matière de *réformes structurelles*, destinées entre autres choses à stimuler l'expansion des secteurs des *services* et de la vente au détail, et de réaliser des travaux vitaux mais coûteux de modernisation de l'*infrastructure*. Le secteur des transports présente un potentiel de croissance considérable, et est également crucial pour un développement régional et national plus harmonieux ; en outre, des mesures spécifiques sont nécessaires pour soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises.

13. Une concurrence loyale – entre régions, entre grandes et petites ou moyennes entreprises, entre entreprises nationales et étrangères – est primordiale pour que la Fédération de Russie ait une économie saine qui favorise la cohésion sociale et économique, soit pleinement interconnectées avec les marchés mondiaux et soit suffisamment souple pour résister à des chocs extérieurs, par exemple en cas de fluctuation des prix des commodités ou de volatilité des marchés financiers. Il convient de clarifier le rôle de l'Etat et des monopoles naturels (« stratégiques ») dans l'économie et les compétences des organismes indépendants de supervision devraient être renforcées, dans l'intérêt des investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

14. Une meilleure protection et application des droits de la propriété intellectuelle est nécessaire pour garantir une intégration sans heurts de l'économie russe au système commercial international, pour attirer davantage de capital-risque et de technologies modernes – de sources nationales ou étrangères – dans les centres de recherche et les entreprises russes, stimuler l'innovation, instaurer une concurrence loyale et lutter contre la contrefaçon.

15. Les flux nets de capitaux sortant de la Fédération de Russie, après avoir atteint des sommets en 2003-2004, ont considérablement reflué en 2005, preuve d'un regain de confiance des investisseurs dans l'économie russe. Il conviendrait maintenant de s'efforcer de rapatrier les capitaux expatriés (estimés à près de 348 milliards de dollars américains sur la période de 1996 à 2006). Pour cela, il s'agit de clarifier la relation entre l'Etat et les entreprises, en particulier dans des secteurs considérés comme stratégiques (énergie, aérospatial, etc.) ; de renforcer la protection effective des droits de propriété et des droits des actionnaires minoritaires ; de continuer à rationaliser la fiscalité et les réglementations relatives aux entreprises ; et de mettre en œuvre le plus largement les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

16. Les ressources énergétiques sont au cœur de l'économie russe et de ses relations commerciales avec d'autres pays européens. Leurs ventes (en valeur) représentent 64% des exportations du pays, pour l'essentiel destinées à l'Europe et en augmentation. Cela montre combien les intérêts sont complémentaires dans le secteur énergétique et les attentes légitimes élevées de part et d'autre. Comme les Européens comptent de plus en plus sur les approvisionnements énergétiques russes, les entreprises russes ont besoin de plus d'investissement et de technologies de l'étranger pour exploiter de nouveaux gisements pétroliers et gaziers, en particulier dans les régions arctiques, réduire les pertes dues aux fuites de pétrole et de gaz et renforcer leur propre capacité pour exploiter plus pleinement les puits existants, étendre les réseaux de gazoducs et d'oléoducs et étoffer le secteur du retraitement, notamment pour ce qui est des produits pétroliers et du gaz naturel liquéfié.

17. Il est dans l'intérêt à long terme de la Fédération de Russie de garantir un approvisionnement énergétique fiable en Europe. C'est pourquoi il importe d'urgence de réduire au maximum les risques associés aux investissements gros consommateurs de capitaux dans la production et les réseaux de transport de l'énergie, et de faciliter les flux transfrontaliers. Même si les points de vue de l'Union européenne et de la Fédération de Russie divergent quant aux moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs, il convient de tout faire pour parvenir à un compromis qui aboutirait à la ratification par la Fédération de Russie de la Charte européenne de l'Energie et de son Protocole sur le transit. La double tarification (ou plutôt la sous-facturation) de l'énergie et des ressources énergétiques nationales en abondance ne devraient pas servir de prétexte pour continuer à gaspiller l'énergie. Aucun autre pays européen ne tirera autant que la Fédération de Russie avantage des efforts pour utiliser l'énergie de manière plus efficiente. Il est important que le pays puisse étoffer sa production d'énergie, notamment par le biais de centrales nucléaires, et stabiliser sa consommation énergétique intérieure par une utilisation plus efficiente de l'énergie.

18. L'Assemblée estime qu'il faut continuer d'améliorer l'utilisation des recettes substantielles tirées des ressources énergétiques (les « pétrodollars »), en particulier celles qui ont abondé le Fonds de stabilisation financé par les recettes pétrolières, afin de maîtriser les pressions inflationnistes, et de mettre en œuvre les quatre priorités nationales de développement (modernisation de l'agriculture, de l'éducation, des soins de santé et du logement) et de lutter contre la pauvreté ; qu'il convient de renforcer l'efficacité énergétique et la fiabilité de la fourniture d'électricité afin d'éviter les pannes de courant (comme la coupure qui a plongé dans le noir Moscou et ses environs au printemps 2005) ; et qu'il importe de libéraliser progressivement les prix de l'énergie au niveau national. Un certain nombre de

préoccupations écologiques graves se posent également concernant le trajet prévu pour certains projets de liaisons de transport de l'énergie tels que le gazoduc nord-européen envisagé sous la Baltique et le projet Sakhalin-2.

19. L'Assemblée rappelle sa Résolution 1455 (2005) sur le respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie, dans laquelle elle faisait état de sa préoccupation à l'égard d'une série de mesures destinées à renforcer la « verticale du pouvoir » et susceptibles de saper le système de contre-pouvoirs, restreindre la concurrence politique, mettre à mal l'indépendance et l'impartialité de l'appareil judiciaire et museler les médias. En outre, l'Assemblée dénonçait la prise de contrôle de plus en plus forte de l'oligarchie sur de nombreux actifs et ressources russes, et les allégations de corruption chez certains gouverneurs. L'impression encore prévalente de corruption endémique dans le secteur public continue de nuire à l'image du pays et de décourager les investisseurs. L'Assemblée se félicite que la Fédération de Russie participe aux travaux du Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent – MONEYVAL – et espère que la Fédération de Russie rejoindra bientôt le Groupe d'Etats contre la corruption – GRECO.

20. L'Assemblée propose donc que les autorités russes compétentes :

20.1. prennent des mesures pour clarifier le rôle de l'Etat dans l'économie et la relation entre l'Etat et les entreprises, en particulier pour ce qui est des secteurs considérés comme stratégiques ;

20.2. renforcent les compétences des organismes indépendants de supervision des marchés ;

20.3. garantissent la protection effective de la propriété privée et des droits de la propriété intellectuelle ;

20.4. prennent des mesures législatives destinées à mieux réguler les activités des groupes de pression et à renforcer l'éthique et la responsabilité des entreprises, s'inspirant notamment de la Résolution 1392 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur l'éthique d'entreprise en Europe, et des Principes révisés de l'OCDE sur la gouvernance d'entreprise ;

20.5. accélèrent les réformes judiciaires et administratives et veillent à ce que les lois existantes soient appliquées plus efficacement dans tout le territoire et à tous les niveaux du pouvoir exécutif ;

20.6. poursuivent la rationalisation de la fiscalité et de la réglementation relatives aux entreprises, en particulier dans le but d'alléger la charge administrative pesant sur les petites et moyennes entreprises ;

20.7. améliorent l'administration des douanes ;

20.8. adhèrent à la Convention civile sur la corruption (STCE n° 174), à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198), à la Convention sur la cybercriminalité (STCE n° 185), à la Convention sur les opérations financières des « initiés » (STCE n° 130), à la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains (STCE n° 197), au Code européen de la sécurité sociale révisé (STCE n° 139) et à la Convention relative au statut juridique du travailleur migrant (STCE n° 093) ;

20.9. ratifient la Convention pénale sur la corruption (STCE n° 173) et la Charte sociale européenne révisée (STCE n° 163) ;

20.10. envisagent des mesures appropriées au niveau national pour s'attaquer à la corruption du côté de « l'offre » ;

20.11. assortissent de ressources financières adéquates et des réformes structurelles pertinentes les mesures concernant la modernisation des soins de santé, de l'éducation, du planning familial, de la sécurité sociale, du logement, des politiques de l'emploi, du contrôle des flux migratoires et de l'agriculture ;

20.12. encouragent les pouvoirs régionaux et locaux à utiliser une part plus importante des recettes fiscales tirées de l'exploitation des ressources naturelles pour améliorer l'infrastructure locale ;

20.13. prévoient un cadre juridique stable et transparent pour les partenariats public-privé et la participation étrangère dans des contrats de concessions, en particulier afin de réaliser des grands projets pour le développement de l'infrastructure au niveau national et régional et pour l'exploitation des ressources naturelles ;

20.14. renforcent la coopération au niveau politique et des projets avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dans le domaine de l'efficacité énergétique ;

20.15. mettent à profit le dialogue sur l'énergie avec l'Union européenne pour progresser en vue de la ratification du Traité de la Charte de l'Energie et de la finalisation de son Protocole sur le transit ;

20.16. investissent davantage dans le développement de sources d'énergie alternatives et dans l'efficacité énergétique ;

20.17. résolvent les différends actuels avec des pays voisins concernant le blocage des échanges commerciaux ;

20.18. renforcent les mécanismes de financement pour le secteur agricole privé et le développement rural.

21. L'Assemblée invite également les Etats membres du Conseil de l'Europe :

21.1. à faciliter davantage l'intégration de la Fédération de Russie à l'OMC et le partenariat plus étroit de ce pays avec l'Union européenne, en particulier pour ce qui est de la coopération dans le domaine de l'énergie et de la libre circulation des personnes ;

21.2. à faire en sorte que les négociations avancent rapidement entre l'Union européenne et la Fédération de Russie concernant le renouvellement de leur Accord de partenariat et de coopération en s'efforçant, pour cela, de fixer des objectifs spécifiques et des calendriers de mise en œuvre précis ;

21.3. à aider les autorités russes dans la réforme de l'administration publique russe et pour renforcer la capacité des institutions publiques en matière de bonne gouvernance ;

21.4. à rechercher des opportunités d'investissement en Fédération de Russie, dans d'autres secteurs que celui des ressources naturelles ;

21.5. à encourager l'investissement en faveur du tourisme durable en Fédération de Russie et les projets de développement en Sibérie et dans les régions extrême-orientales du pays ;

21.6. à mettre leurs savoir-faire et technologies au service de projets communs dans le domaine de l'efficacité énergétique, l'innovation industrielle, le développement du tourisme, les améliorations des soins de santé et le contrôle des flux migratoires ;

21.7. à intensifier la coopération avec la Fédération de Russie dans le secteur bancaire afin de renforcer les mécanismes de supervision des banques, diversifier les activités bancaires de détail et renforcer la transparence de la tenue des comptes ;

21.8. à renforcer les partenariats entre universités et instituts de recherche, en particulier par le biais de programmes d'échanges d'étudiants et de chercheurs invités.

B. Exposé des motifs par M. Sasi, rapporteur**Table des matières****I. Introduction****II. Evolutions récentes dans le domaine de l'économie**

- i. Commerce – Exportations*
- ii. Energie/Secteur des matières premières*
- iii. Commerce – Importations*
- iv. Le secteur industriel*
- v. Autres secteurs*
- vi. Climat de l'investissement*
- vii. La Fédération de Russie et l'OMC*

III. Croissance soutenue et action du gouvernement : défis et opportunités**IV. Autres réformes nécessaires et rôle de l'Europe**

- i. Le Nouveau programme économique pour la période 2006 – 2008*
- ii. La contribution européenne recherchée*

I. Introduction

1. La Fédération de Russie, de loin l'Etat membre du Conseil de l'Europe le plus étendu et le plus peuplé, dispose de ressources humaines, naturelles et économiques gigantesques. Dans le même temps, c'est le pays qui, en terme de développement, a été sans nul doute confronté aux plus grands défis au cours de ces quinze dernières années de transition qui l'ont fait passer d'une économie à planification centralisée à une économie de marché. L'Assemblée parlementaire a suivi de près le processus de transformation de la Fédération de Russie pendant cette période, notamment grâce à ses débats annuels sur les travaux de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et à un certain nombre de rapports consacrés spécifiquement à la Fédération de Russie¹. Le présent rapport² a pour but de faire le point sur les efforts déployés actuellement par ce pays en vue de mener à bien sa réforme majeure, sur sa performance macroéconomique et sur les tâches qu'il lui reste à accomplir.

2. Pour l'Europe, il est vital que la Fédération de Russie continue de se développer sur le plan économique, car la croissance économique de ce pays a fait naître des perspectives de prospérité accrue pour des pans de plus en plus larges de sa population et engendré plus de richesses, ce qui a permis de stimuler les échanges commerciaux et autres avec les pays voisins et d'autres. Toutefois, divers facteurs freinent encore la poursuite d'une croissance rapide, notamment une économie insuffisamment diversifiée (largement caractérisée encore par la part prépondérante de matières premières telles que le pétrole et le gaz); un secteur des services incomplètement développé; des disparités régionales; le recul démographique; des sorties encore considérables de capitaux et des obstacles persistants à l'investissement.

3. Votre Rapporteur est persuadé que le processus de réforme économique en Fédération de Russie pourra être stimulé : l'adoption d'une législation transparente et claire à même d'instaurer un environnement prévisible pour la vie économique; une solide protection des droits de propriété et de l'investissement qui attirera un regain de capitaux étrangers, y compris dans le secteur productif; l'harmonisation des règles et normes nationales avec celles de l'Europe et du reste du monde; et une lutte déterminée contre la criminalité économique. Le fait que la Fédération de Russie soit membre du Conseil de l'Europe et une bonne mise en œuvre de l'Accord de partenariat et de coopération de 1997 entre la Fédération de Russie et l'UE sont deux facteurs essentiels pour la réalisation de ces réformes,

¹ Notamment Doc. 7453 (Rapporteurs : MM. Blaauw et Novak) et Résolution 1078 (1996), ainsi que Doc. 8294 (Rapporteurs : MM. Telgma et Wielowieyski) et Résolution 1180 (1999) sur la situation économique en Fédération de Russie et en Ukraine.

² A la suite d'une proposition de résolution (Doc. 10343) présentée par M. Sasi et plusieurs de ses collègues.

tout comme l'entrée du pays dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que l'on doit s'efforcer au maximum de faire intervenir au plus tôt.

4. Dans une phrase demeurée célèbre, Churchill disait déjà, voilà plus de cinquante ans : « Je serais bien en peine de prédire l'action de la Russie : la Russie est une devinette enveloppée de mystère au sein d'une énigme ». Depuis, même si la Fédération de Russie a été bouleversée de fond en comble, elle reste pour bien des Européens une énigme. Rien de surprenant à cela sans doute, à voir les nombreux commentaires critiques dont les médias internationaux se font l'écho, alors que les évolutions positives sont souvent passées sous silence. Les opérations dans et avec ce pays sont souvent présentées comme une entreprise risquée ; l'un des buts du présent rapport est de montrer que des opportunités et bénéfices considérables attendent les entrepreneurs et investisseurs disposés à parier sur l'avenir et que ces opportunités et bénéfices compensent souvent plus que largement les éventuels risques liés à un environnement économique difficile et en rapide mutation ainsi qu'à une manière différente de faire des affaires.

II. Evolutions récentes dans le domaine de l'économie

5. Depuis qu'au début des années 1990, la Fédération de Russie s'est employée à stabiliser son économie, le pays a beaucoup progressé. L'inflation a été jugulée (passant de plus de 2500% en 1992 à 215% en 1994 et à 11% en 1997); son budget, son système fiscal et son cadre institutionnel ont été progressivement consolidés; des réglementations plus strictes ont été adoptées pour le secteur bancaire, et, dans le même temps, les facilités de crédit ont été étendues et l'accès au crédit amélioré, ce qui a injecté davantage de dynamisme dans le secteur financier, stimulant les flux d'investissement et les échanges; enfin, les marchés de l'emploi ont gagné en réactivité face aux signaux du marché. Même la crise financière d'août 1998 en Fédération de Russie s'est rétrospectivement avérée moins catastrophique que bon nombre l'avaient estimé à l'époque. Au contraire, le programme de lutte contre la crise mis en œuvre par le Gouvernement et la Banque centrale russes, étayé par un plan de sauvetage du FMI, a permis à la compétitivité du pays de rebondir grâce à une dépréciation du rouble³, à une discipline budgétaire plus stricte, à une restructuration de la dette extérieure et à une meilleure supervision des banques. Il a également permis un certain regain de soutien populaire en faveur des réformes, à la suite de l'apurement des arriérés de salaires, pensions et prestations sociales en retard.

6. Depuis 1999, la performance économique de la Fédération de Russie a été remarquable. Au sortir de la crise d'août 1998, sa reprise a été rapide et durable, et au cours des sept dernières années, le pays a enregistré une croissance économique annuelle de 6,7% en moyenne; en 2003 et 2004, elle était de 7,3% et 7,2% respectivement et les données actuelles (6,4%) laissent à penser que les prévisions officielles de 5,7% ont été dépassées (voir tableau ci-après). L'objectif officiel, qui était de faire en sorte que le PIB de la Fédération de Russie double entre 2003 et 2010, pourrait bien être en passe d'être atteint. En 2002, l'Union européenne et les Etats-Unis ont accordé à la Fédération de Russie le statut d'économie de marché et le pays a, depuis, substantiellement progressé sur la voie de l'accession à l'OMC. La Banque mondiale a récemment reclassé la Fédération de Russie dans la catégorie des pays à revenu moyen supérieur.

7. Si les premiers effets qui ont suivi la dévaluation et la hausse des cours mondiaux du pétrole intervenue par la suite ont l'un et l'autre joué un rôle important dans le redressement réussi de la situation, le succès de la Fédération de Russie s'explique aussi par une gestion macroéconomique plutôt stable, des politiques budgétaires prudentes et une croissance significative de la productivité. Les finances publiques russes sont donc solides : pendant six années d'affilée, les réserves en devises et or sont restées à des niveaux records (plus de 277 milliards USD en août 2006 - ces réserves se classent au 3^{ème} rang mondial par leur volume)⁴, et la monnaie est donc forte, alors que la part de la dette par rapport au PIB se situe maintenant en dessous des 9% (contre 93% en 1999) et que, dans le même temps, le PIB par tête de la population a augmenté substantiellement (passant de 2 116 USD en 2001 à 4 065 USD en 2004 ; et autour de 5 126 USD en 2005). Le segment des prêts aux particuliers, en rapide

³ A la suite de l'annonce officielle d'un moratoire unilatéral sur les remboursements de la dette et d'une bande de fluctuation élargie pour le rouble, le taux de change de celui-ci s'est déprécié de 103% en septembre 1998, entraînant immédiatement une flambée de l'inflation mensuelle qui, de 3,7% en août, était passée à 38% en septembre 1998, ainsi qu'une hausse de l'inflation annuelle. Il a fallu cinq années de mesures de désinflation pour ramener l'inflation à son niveau d'avant la crise.

⁴ Ces réserves sont supérieures à la totalité de la dette extérieure souveraine.

expansion, a fait exploser les bénéfices des banques russes, quasiment multipliés par deux entre le début de 2005 et le début de 2006. Des taux de croissance inhabituellement élevés (+37% en 2005) ont également été observés dans le marché pharmaceutique russe.

Tableau 1 : Indicateurs économiques de base de la Fédération de Russie

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Croissance PIB en termes réels, %	-5,3	6,3	10,0	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4
Croissance formation brute capital fixe, %	-12,4	6,3	18,1	10,3	3,0	12,5	11,2	10,7
Inflation IPC (déc. /déc.)	84,5	36,6	20,1	18,8	15,1	12,0	11,7	10,9
Taux de change (Rouble/USD, moyenne)	9,7	24,6	28,1	29,2	31,4	29,5	28,6	28,8
Chômage (mesure type OIT, fin exercice, pourcentage de la main d'oeuvre)	11,9	12,9	10,5	9,0	8,1	8,6	8,2	7,6
Exportations de biens (milliards USD)	74,4	75,6	105,0	101,9	107,3	135,9	183,5	243,6
Importations de biens (milliards USD)	58,0	39,5	44,9	53,8	61,0	75,4	96,3	125,3
Compte courant : milliards USD	0,2	24,6	46,8	33,9	29,1	35,9	60,1	84,2
% du PIB	0,1	12,6	18,0	11,1	9,0	8,2	10,3	11,2
Solde budgétaire (gouvernement général, % du PIB)	-5,3	-0,5	3,5	3,1	0,3	1,1 [*]	5,0	7,7
Banque centrale : réserves brutes en devises (milliards USD, fin de la période)	12,2	12,5	28,0	36,6	47,8	76,9	124,5	137

Source: Goskomstat, Banque centrale de la Fédération de Russie, ministère des Finances, ministère du Développement économique et du Commerce, Groupe d'experts économiques, calculs OCDE.

8. Les marchés financiers mondiaux continuent de se montrer confiants à l'égard de la Fédération de Russie, et Moody's, Fitch et Standard & Poor's ont noté la dette russe dans la catégorie permettant les investissements (Baa2 pour Moody's et BBB pour les deux autres agences de notation). En mai 2006, Moody's est également allé encore plus loin en accordant des notations A à quatre entreprises russes (Transneft, Gazprom, RZhD et Sovkomflot), qui sont de ce fait mieux notées que le plafond de la notation souveraine. Qui plus est, la Fédération de Russie a remboursé par anticipation la totalité de sa dette en cours auprès du FMI (en janvier 2005) et au Club de créanciers de Paris (en août 2006). La suppression des restrictions à la possibilité pour les étrangers de posséder des actions a entraîné des gains de capitalisation considérables pour les grandes entreprises russes, en particulier dans le secteur de l'énergie, qui a vu, par exemple, la valeur de Gazprom (compagnie publique de gaz) bondir de 10 milliards à 250 milliards USD en cinq ans, ce qui lui a permis d'acquérir des pans de réseaux de gazoducs dans des pays voisins et d'envisager des rachats de compagnies d'énergie en Europe occidentale. En outre, du fait de la libéralisation des transactions en devises en juillet 2006, le rouble est désormais pleinement convertible.

9. Autre fait d'une importance cruciale, le niveau de vie s'est progressivement élevé dans toute la société russe : l'inflation (6,2% au premier semestre de 2006) et le chômage ont reculé de manière sensible, les salaires en termes réels ont augmenté de 82% (soit de 28% de plus qu'avant la crise), et le groupe de population de la catégorie des «pauvres» a diminué d'un tiers (environ 18% en 2004). Même si certaines difficultés subsistent encore, il est désormais de plus en plus facile pour les Russes de tous milieux d'avoir accès aux prêts hypothécaires, aux prêts bancaires et aux cartes de crédit. Les Russes sont peu coutumiers de l'épargne, ils possèdent leur logement (maison ou appartement), les services publics sont peu chers et ils professent un véritable engouement pour les produits à la mode. La consommation des ménages a fortement augmenté, mais pas de manière débridée, au cours de ces dernières années (8% par an en moyenne). L'on s'attend à ce que la tendance à la hausse se maintienne dans la consommation et les activités commerciales, du fait d'une réduction des charges sociales (de 35,6% à 26%) et des répercussions que cela a entraîné dans le système des pensions en 2005, ainsi que le TVA plus bas (18% depuis 2004). La réforme des prestations sociales, visant à éliminer les prestations non financées, était un autre volet important des mesures budgétaires en 2005. Une loi abolissant l'impôt sur les successions a été adoptée au deuxième semestre de 2005.

10. Toutefois, la distribution des richesses demeure fortement déséquilibrée. Quelque 75% des personnes les plus pauvres dans le pays vivent dans des régions périphériques ou reculées où les perspectives démographiques s'aggravent, notamment pour quelque 50 000 villages qui se meurent. Dans le même temps, des prix des commodités en hausse sur les marchés mondiaux ont entraîné une hausse des recettes des exportateurs et aussi des fortunes personnelles, de sorte qu'aujourd'hui, selon les estimations, la Fédération de Russie compterait 26 « milliardaires en dollars » (selon la liste des

personnes les plus riches du monde en 2005 dressée par le magazine *Forbes*), Moscou comptant à elle seule pratiquement autant de milliardaires que New York. Les autorités fiscales russes ont fait état de 80 000 millionnaires (en dollars) résidant dans le pays en 2004 (soit une personne sur 1 800). Selon certains experts du secteur privé, ces chiffres sont en dessous de la réalité si l'on tient compte de la fraude fiscale ; ils estiment que le nombre de millionnaires se situe entre 300 000 et 400 000 (soit une personne sur 350 à 475).

11. Un autre problème se pose : comment renverser la tendance à la fuite des capitaux. Selon des estimations de la Banque centrale de la Fédération de Russie, les flux nets de capitaux sortants du secteur bancaire russe ont dépassé les 10 milliards USD en 2004, dont 7,8 milliards USD émanant du secteur privé (soit quatre fois plus qu'en 2003, mais qui est tombé à zéro en 2005), et ceux émanant du secteur non bancaire, de 11,5 milliards USD (en légère baisse par rapport aux 12,2 milliards USD en 2003), sont tombés à 4,9 milliards USD en 2005. Dans le même temps, l'investissement direct étranger – qui a atteint des records avec 9,4 milliards USD en 2004 et 16,7 milliards USD en 2005 – demeure plus faible, en termes d'IDE par tête, que pour la plupart des autres économies en transition et des pressions inflationnistes s'exacerbent depuis le deuxième trimestre de 2004.

12. L'agence de notation Fitch estime que les flux de capitaux sortant du pays se sont élevés à 100 milliards USD sur la période 2001-2004 (ce qui équivaut à 6% du PIB) et à 248 milliards USD sur la période 1996-2000 (soit 9% du PIB), avec une tendance très marquée à l'augmentation des volumes en 2004 et 2003. Fait intéressant, l'agence a noté une tendance des banques et entreprises privées russes à compenser cette fuite des capitaux par des emprunts croissants – et moins chers – à l'étranger. Pour la seule année 2004, l'endettement extérieur des entreprises russes est passé de 80 milliards USD à 106 milliards USD. On pourrait interpréter cette évolution comme un manque de confiance des entreprises privées dans les politiques macroéconomiques du gouvernement, ou dans les garanties en matière de protection des droits de propriété. Mais on peut aussi y voir un moyen commode d'éviter les prélèvements fiscaux et de partager les risques politiques intérieurs avec des créanciers extérieurs.

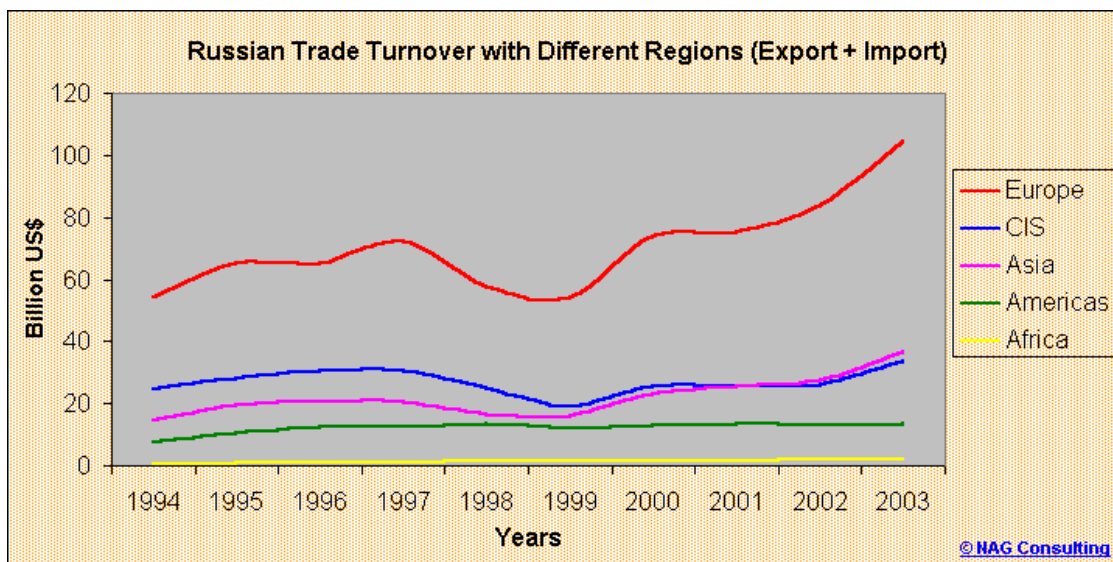
13. En 2005, la bourse russe est, de toutes les places mondiales, celle qui a enregistré les meilleures performances (hausse de plus de 88%) après quelques moments d'hésitation en 2004 du fait de l'affaire loukos et, plus généralement, de relations tendues entre l'Etat et les entreprises. En outre, de grandes entreprises russes ont levé 4,1 milliards € grâce à leur introduction en bourse sur le London Stock Exchange en 2005, et l'introduction en bourse en juillet 2006 de Rosneft (géant du gaz et du pétrole contrôlé par l'Etat qui a racheté Ouganskneftegaz, la première plate-forme de production de loukos) a permis de lever au moins 8 milliards € – ce qui est un record inégalé parmi les entreprises russes. Les entreprises plus petites sont dans une situation différente, puisque l'accès limité à un financement et les tracasseries administratives entravent leur développement. Au-delà des chiffres macroéconomiques flamboyants, le manque de diversification, les infrastructures vieillissantes, des clivages régionaux de plus en plus accentués et le recul démographiques sont quelques-unes des faiblesses auxquelles il devra être remédié à moyen terme.

i. Commerce – Exportations

14. Selon l'OMC, la Fédération de Russie est désormais le 13^e exportateur mondial, avec une part de 2,4% des exportations mondiales. Depuis 1999, grosso modo, les exportations russes représentent en valeur le double des importations. Même si la hausse de la consommation et la croissance des investissements industriels nationaux ont eu tendance à créer un appel d'air pour des importations – de fait, la croissance des importations a régulièrement compensé la croissance des exportations ces dernières années – la balance commerciale dans son ensemble a fait un bond en avant du fait de la hausse des prix mondiaux des matières premières (et donc des recettes d'exportations de cette catégorie de produits qui, en 2005, ont connu une augmentation impressionnante de 34% en valeur, mais de 4% seulement en volume). Progressivement, la part de la demande intérieure a gagné en importance sur celle des exportations dans la croissance économique globale – même si elle repose, bien entendu, sur une forte performance des exportations. L'on peut donc raisonnablement supposer qu'au cours des cinq dernières années, la Fédération de Russie a entamé un processus de transformation grâce auquel elle est déjà plus interconnectée, tant sur le plan social qu'économique, avec le reste du monde, et en particulier avec ses principaux partenaires commerciaux que sont les pays d'Europe. Ce processus non seulement se poursuit mais semble s'accélérer.

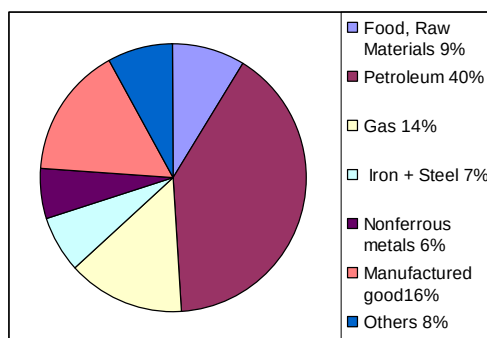
15. Les deux tiers des exportations russes sont destinées à l'Europe – ses trois principaux marchés dans la région sont les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie – avec en prédominance les matières premières. Les pays de la CEI absorbent à eux tous plus de 16% des exportations russes, dont la majeure partie destinée au Bélarus et à l'Ukraine, en particulier sous forme de fourniture de gaz naturel (du moins, pour ce qui concerne l'Ukraine, jusqu'au début de 2006, un litige l'opposant depuis le début de cette année à la Fédération de Russie au sujet du prix des livraisons de gaz). Le commerce avec la Chine se développe depuis quelques années, mais les exportations en direction de cette dernière n'ont pas encore atteint le niveau des exportations destinées aux principaux partenaires russes dans la CEI.

Figure 2



16. Les produits liés à l'énergie, les métaux non ferreux et le bois représentent plus de 75% des exportations totales du pays. Ces secteurs ont également représenté 75% de la croissance industrielle totale de la Fédération de Russie au cours des trois dernières années, le pétrole venant de très loin en tête, avec 40% des exportations totales du pays et 45% de la croissance industrielle russe. Etant donné que l'industrie contribue pour un petit peu moins de la moitié au PIB russe, cela veut dire que la hausse de la production pétrolière est à l'origine d'environ un quart de la croissance du pays ces dernières années. La part des recettes pétrolières dans le budget de la Fédération a doublé depuis la crise de 1998, passant de moins d'un cinquième en 1998 à environ deux cinquièmes de ce dernier en 2004. Les exportations de dérivés du pétrole ont connu une croissance considérable en 2005 (plus de 5,3% en volume, alors que les volumes de brut diminuaient de 2% et les exportations de gaz augmentaient de 1%) et la part de l'énergie (en valeur) a représenté 64% des exportations.

Figure 3: ventilation indicative des exportations 2005



Source: Base de données des Nations Unies – commerce et statistiques (COMTRADE)

17. Pour tenter de réduire sa dépendance budgétaire à l'égard des recettes pétrolières, le gouvernement a créé, en 2004, un fonds de stabilisation financé par les recettes pétrolières (FSP) destiné à engranger l'excédent des recettes pétrolières tirées des exportations dégagées par le surplus des factures pétrolières du brut de l'Oural au-delà de 20 dollars le baril, auquel viendront s'ajouter les revenus d'investissement substantiels tirés des ressources propres du fonds. En outre, le fonds a été abondé par les reliquats budgétaires de 2003 et 2004. Ce fonds permettra de lisser le budget si les cours mondiaux du pétrole tombent en dessous des 20 dollars le baril et de rembourser la dette extérieure. Une partie des ressources accumulées jusqu'ici sur ce fonds a déjà servi à rembourser, en janvier 2005, l'ensemble de la dette russe en souffrance auprès du FMI, plus 19 milliards USD aux créanciers du Club de Paris (en septembre 2006, le fonds était encore créditeur de quelque 80 milliards USD).

18. Les réserves sur ce fonds ont été affectées au comblement du manque à gagner du fonds de pensions pour 2005 creusé par les réductions de la contribution sociale unifiée, pour finir de rembourser les quelque 22,2 milliards USD (fin 2005) de dette restant due au Club de Paris en 2006 et pour financer quelques-uns des quatre projets de priorité nationale dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et du logement. Il convient de noter aussi que le fonds a permis de préserver la stabilité macroéconomique en absorbant les recettes exceptionnelles et en ralentissant ainsi leur impact sur l'inflation et sur le taux de change réel du rouble.

ii. *Energie/Secteur des matières premières*

19. Les ressources naturelles abondantes de la Fédération de Russie sont fondamentales pour son économie et constituent l'un de ses avantages comparatifs clés. La production et le traitement des ressources naturelles dégagent plus de 50% des recettes du budget national consolidé et la production globale des activités extractives est très proche de celle des Etats-Unis. Selon les estimations, la part russe des réserves mondiales en ressources naturelles s'élève à 13-16% pour le pétrole, 32% pour le charbon, 28% pour le gaz, et va de 10 % à 36 % pour le plomb, le zinc, le cobalt, le nickel, le platine, le palladium, le fer, l'argent et les diamants. Le pétrole demeure le moteur de la croissance de la Fédération de Russie ; il est considéré comme un secteur stratégique⁵. Bien que les cours du pétrole élevés sur les marchés mondiaux, en particulier en 2004 et 2005, aient constitué un facteur externe extrêmement favorable, les augmentations de production ont également joué un rôle significatif. Tandis que les exportations russes enregistraient une hausse de 30% depuis 2000, le secteur pétrolier a vu ses volumes augmenter de 60% au cours de la même période. Selon des estimations de l'OCDE, même avec des cours moyens sur les quinze dernières années⁶, l'économie russe aurait pu encore enregistrer une croissance de 6,2% en 2003.

20. Ces hausses de production ont été générées par une extraction agressive, pour l'essentiel de la part d'entreprises privées russes qui ont augmenté leurs investissements ces dernières années pour les mettre au niveau de ceux du secteur public et ont pu accéder à des infrastructures nationalisées, des oléoducs par exemple. Toutefois, la Fédération de Russie devra poursuivre les investissements et acquérir de nouvelles technologies si elle veut continuer d'augmenter les volumes d'extraction pétrolière, étant donné qu'une bonne part de la production récente provient de gisements déjà en exploitation, et que de nombreux gisements potentiels sont situés dans des régions du pays où l'extraction est techniquement difficile. Les entreprises russes investissent cependant très peu actuellement dans l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements⁷ (y compris au large) ou dans des techniques plus modernes d'extraction du pétrole. Ainsi, on a noté un ralentissement marqué de la croissance de la production et des investissements dans le pétrole depuis 2004, ce qui s'est traduit par une croissance plus modérée du PIB.

21. Pour procéder aux investissements substantiels qui seront nécessaires, les compagnies pétrolières devront se sentir particulièrement sûres de leurs droits de propriété – et elles auraient besoin d'une réduction des obstacles bureaucratiques qui freinent les initiatives pour de nouvelles exploitations. Tous s'accordent à dire que, pour augmenter les volumes significativement au-delà de 2008, la

⁵ Les réserves pétrolières russes sont les deuxième au monde après celles de l'Arabie Saoudite.

⁶ Ce calcul prend pour hypothèse que les cours du pétrole sont restés stables depuis 1999 à leur niveau moyen des 15 années précédentes, qui était d'environ 19 \$ le baril de brut Oural. (Aujourd'hui, en comparaison, il est d'environ 56 \$ le baril (février 2006)).

⁷ Environ 23% des puits détenus par des concessionnaires privés sont actuellement inexploités, selon le ministère russe des Ressources naturelles.

Fédération de Russie devra investir dans de nouvelles capacités de transport d'énergie, et devra entamer l'exploitation de nouveaux gisements d'ici la fin de la décennie. Les accords de partage de production, tels qu'expérimentés pour la première fois dans le cadre des projets Sakhaline-1 et -2, pourraient être encore améliorés et utilisés de manière plus poussée non seulement pour faire participer des investisseurs étrangers, mais aussi pour donner aux municipalités un rôle accru dans le développement des ressources et pour faire bénéficier les infrastructures locales d'améliorations.

22. Le gaz est une autre commodité importante (il représentait quelque 12% des exportations en 2004) qui est riche d'opportunités puisque, alors que ses réserves pétrolières connues sont relativement faibles, la Fédération de Russie dispose des plus importants gisements de gaz de la planète. En outre, il existe peu de risques de concurrence sur les prix ou de difficultés commerciales avec l'OPEP. La demande de gaz ne cesse d'augmenter – et cette tendance devrait s'accroître en particulier en Europe à mesure que les stocks de la Mer du Nord s'épuisent. Aujourd'hui déjà, la Fédération de Russie fournit environ 25% du gaz utilisé par l'Europe ; l'Allemagne importe 40% de son gaz de Fédération de Russie et d'ici 2010, la Fédération de Russie devrait approvisionner 10% de la demande du Royaume-Uni, et certains des nouveaux Etats membres de l'UE et bon nombre d'autres pays d'Europe centrale et orientale dépendent presque entièrement de la Fédération de Russie pour leur approvisionnement en gaz. Toutefois, là aussi, la question des capacités pose problème. Malgré l'expérience de Gazprom (la première compagnie publique de gaz, qui produit plus de 20% du gaz naturel mondial) en matière d'extraction de gaz, les volumes des exportations ont en fait chuté ces dernières années, pour diverses raisons, notamment des réglementations excessives, le monopole sur les gazoducs, l'utilisation très faible de nouveaux gisements de gaz, une capacité sous-développée dans le domaine du gaz naturel liquéfié et des contraintes similaires à celles qui pèsent sur le développement du secteur pétrolier.

23. Dans ces deux secteurs, les entreprises européennes pourraient avoir un rôle important à jouer en investissant davantage dans l'exploration et l'exploitation de nouvelles ressources, ainsi qu'en participant à de nouveaux projets liés aux pipelines et secteurs connexes. La Fédération de Russie détient des parts substantielles dans les oléoducs et gazoducs ainsi que dans les compagnies de gaz et d'électricité d'Europe orientale, en particulier dans les Etats baltes, et des projets de co-entreprise en Fédération de Russie commencent à poindre. Le premier a été l'accord entre British Petroleum et la compagnie pétrolière TNK en 2003 (d'un montant de 6,75 milliards USD, il constitue à ce jour le plus gros accord avec une compagnie étrangère). Puis, en septembre 2004, Total a pris une participation de 25% dans Novatek, le premier producteur privé de gaz, et ConocoPhillips une participation de 7,6% dans le capital de Lukoil, la première compagnie russe d'extraction et de traitement du pétrole. La compagnie allemande Eon a une petite participation dans le capital de Gazprom et, avec une autre entreprise allemande, RWE, il semblerait qu'elle soit intéressée à acheter des parts de Loukos. Tant du point de vue de l'investissement que sur le plan technologique, ces initiatives sont les bienvenues.

24. Toutefois, lorsqu'en 2005, Eon et BASF ont passé un accord de 4 milliards € avec Gazprom pour construire un gazoduc de 1 200 kilomètres de long en Europe du Nord, sous la mer Baltique, sans consultation préalable des pays voisins et malgré une évaluation concluant qu'une liaison terrestre aurait été moins chère, certains ont sourcillé. D'ici 2012-2014, quand il aura atteint sa capacité maximum de transport, ce gazoduc devrait acheminer jusqu'à 10% de la demande de gaz de l'UE.

25. Les pays européens comptent de plus en plus sur la Fédération de Russie pour leurs importations d'énergie. Ils la pressent maintenant de ratifier la Charte européenne de l'énergie, qui offre un cadre de protection pour les investissements dans le secteur énergétique, encourage l'efficacité énergétique et facilite le transit des approvisionnements par de multiples frontières entre 51 pays européens et asiatiques qui sont parties à cet accord. Cette ratification permettrait de libéraliser l'accès aux gazoducs et oléoducs et réduirait les risques de suspension unilatérale des approvisionnements énergétiques en cas de désaccord sur les prix. Les compagnies russes pourraient, quant à elles, s'ouvrir de plus amples possibilités d'opérer sur les marchés de détail occidentaux. Si les autorités russes se sont dites prêtes à élargir la participation étrangère dans le développement des ressources naturelles et disposées à obtenir des parts du marché étranger en aval, elles veulent également consolider le contrôle russe sur les gazoducs et oléoducs et étendre les fournitures de gaz et de pétrole aux pays asiatiques où la demande explose.

26. Les économistes avertissent que le contrôle de plus en plus important du gouvernement central sur le secteur énergétique russe pourrait réduire la croissance, car les entreprises publiques tendent à

fonctionner de manière moins efficiente que les entreprises privées. Dans le même temps, dans le secteur de l'électricité, les réseaux de transport et de distribution ont été dissociés avec succès des activités de production et un marché national de gros pour l'électricité a été mis en place. Au-delà du seul secteur de l'énergie, la Fédération de Russie est maintenant confrontée aux conséquences de sa propre conduite dans l'affaire Ioukos qui, de l'avis général, a conduit à une dégradation du climat des investissements, en particulier du fait de la vente de la filiale Ioukansneftegas. Les investisseurs étrangers y ont vu une renationalisation déguisée d'une compagnie privée de gaz et de pétrole. Pour d'importants investisseurs institutionnels en Fédération de Russie tels que la BERD, cela augmente l'incertitude et les risques en matière de protection des droits de propriété et le rôle de l'Etat dans l'économie n'est pas clair.

27. En janvier 2005, notre Assemblée parlementaire a adopté la Résolution 1418 (2005) sur «Les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de Ioukos»⁸, dans laquelle elle émettait des doutes quant à l'équité, l'impartialité et l'objectivité des autorités judiciaires. Elle critiquait également diverses lacunes dans les procédures et le manque de transparence du procès, où l'Etat semblait poursuivre un but allant au-delà de la simple recherche de justice au sujet des actions fiscales visant «l'affaiblissement d'un adversaire politique déclaré, l'intimidation d'autres personnes riches, et la reprise du contrôle d'actifs économiques stratégiques». D'autres actions fiscales injustifiées, ayant apparemment des motivations politiques, intentées à l'encontre du fournisseur de télécommunications VimpelCom⁹, étaient également préoccupantes. De plus, le principal cabinet d'audit du pays a prévenu que d'autres sociétés russes pourraient être confrontées à des actions en justice du fait d'accusations de malversations au cours du processus de privatisation des années 1990, même si celles considérées comme loyales pourraient bien s'en sortir sans dommage.

28. La sécurité énergétique tient une place prépondérante sur l'ordre du jour politique de la présidence russe du G8 en 2006. La position officielle russe, qui déclare que la mondialisation du secteur de l'énergie rend la sécurité énergétique indivisible, et que des intérêts partagés dans le domaine de l'énergie signifient des responsabilités, des risques et des avantages communs, est rassurante. Les Russes insistent en outre sur une architecture de l'énergie mondiale qui contribuerait à éviter les conflits et une concurrence contre-productive pour la sécurité énergétique. L'avenir dira si la Fédération de Russie et ses partenaires clés dans les questions liées à l'énergie pourront être à la hauteur des attentes et des engagements élevés qui ont été pris.

29. Outre les ressources pétrolières et gazières, les métaux, les produits chimiques et le bois forment le gros des marchandises exportées. Hormis ces secteurs, la Fédération de Russie en compte peu d'autres qui pourraient offrir des possibilités de croissance rapide et significative des exportations (même si, plus récemment, on a noté une certaine expansion dans son secteur manufacturier principal, les machines-outils et équipements). Pour ce qui est des produits finis, la menace concurrentielle de la Chine laisse peu de place pour développer une activité de fabrication à bas prix. Pour l'instant, la Fédération de Russie n'a pas développé de base industrielle concurrentielle pour ce qui est de produits à fort niveau de transformation ou technologiques et l'amélioration de la qualité de la production demeure l'un des grands défis à relever pour le développement. De plus, le pays n'a pas encore conclu les accords et alliances qui lui seraient nécessaires pour éviter et surmonter d'éventuelles mesures protectionnistes à l'étranger. Sur le moyen terme, le pétrole et le gaz – et les échanges avec l'Europe – demeureront essentiels. A plus long terme, la Fédération de Russie a besoin d'exporter des produits à plus forte valeur ajoutée. Le soutien de l'Europe est crucial pour ce faire.

iii. Commerce - Importations

30. La Fédération de Russie est le 19^{ème} plus grand importateur mondial. Il sera essentiel pour la Fédération de Russie d'exporter davantage pour compenser ses importations en augmentation constante (+ 28% en 2005), qui ont plus que doublé depuis 1999 et dont la hausse est en moyenne de 21% par an (elle dépasse largement les revenus disponibles). L'Europe est de loin le principal fournisseur des importations russes : l'Allemagne vient en tête avec 14% de part de marché (contre 11,5% en 2000); le

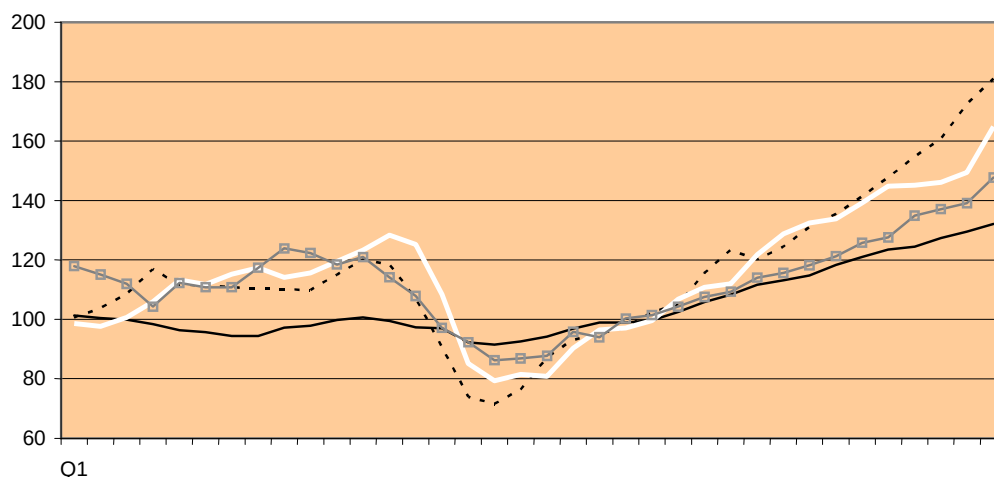
⁸ Voir également le Mémoire explicatif qui l'accompagne (Doc. 10368) et l'Addendum par Mme Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, rapporteuse de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire.

⁹ WimpelCom a depuis réglé le différend en s'acquittant des impôts réduits dus (réclamés par l'inspection du fisc pour 2002) et des amendes et pénalités connexes ; la société a déclaré qu'elle n'était pas d'accord avec les réclamations des autorités fiscales.

Bélarus, l'Ukraine et la Chine la suivent (la Chine a vu sa part de marché passer de 2,8% en 2000 à 6,3% en 2004), soit une part de 23% des importations. L'Italie, la France, la Finlande et la Pologne sont ensuite les plus gros fournisseurs européens (tous ont vu leur part de marché augmenter depuis 2000 et représentaient au total 14,5% des importations en 2004). Etant donné la communauté de leur histoire et leur culture ainsi que les liens de longue date de la Fédération de Russie avec l'Europe de l'Est notamment, et les infrastructures existantes, plus le fait que la population russe se concentre dans l'ouest du pays, l'Europe et la Fédération de Russie ont depuis longtemps des liens commerciaux par nature forts.

Figure 4 : Revenus, consommation et importations

Indice 2000=100, ajusté des variations saisonnières



Source: Goskomstat, OCDE.

31. Les importations russes sont pour l'essentiel constituées de produits finis et manufacturés. Les machines-outils, l'équipement électrique et les véhicules représentent autour de 42% des importations, les produits alimentaires, les fournitures agricoles et les produits pharmaceutiques 20% et les produits chimiques et métaux 25% supplémentaires. Lorsqu'on regarde ce que recouvrent ces chiffres, les augmentations en volume des biens de consommations ont été remarquables et les sociétés européennes en ont tiré grand profit. Ainsi, la valeur des importations de lave-linge pour les ménages a été multipliée par 30 depuis 1999, les produits italiens représentant près de la moitié de ce créneau. Les importations d'automobiles ont été multipliées par huit au cours de la même période, et l'Allemagne en fournit plus de la moitié. Cette tendance se retrouve également dans les ventes de téléphonie, où la Finlande a multiplié par sept la valeur de ses ventes à la Fédération de Russie sur ce produit. Cette dépendance vis-à-vis des importations pourrait être atténuée si la capacité de production domestique pouvait être augmentée.

32. Le niveau en hausse des importations, qui reste gérable pour l'instant, pourrait bientôt devenir préoccupant. L'excédent commercial actuel de la Fédération de Russie, bien que sain, est fragile. Si les cours du pétrole revenaient à leur niveau moyen sur 15 ans, l'excédent diminuerait de 20 milliards USD, ce qui, étant donné les tendances actuelles des importations et le niveau estimé des fuites de capitaux, pourrait rapidement aboutir à une forte demande en capitaux étrangers même si des réserves utiles ont été engrangées dans le fonds de stabilisation alimenté par les excédents des recettes pétrolières. En outre, la demande d'importations a été stimulée par le renforcement de la monnaie russe, ce qui a suscité des craintes que l'économie ne contracte le «Dutch disease» et ne soit noyée par des importations aux prix artificiellement bas. Jusqu'ici, tel n'a pas été le cas, en partie du fait de la rigueur budgétaire appliquée par les autorités russes. En revanche, le secteur des affaires a exploité sa propre inefficience d'avant.

iv. *Le secteur industriel*

33. Du fait de l'héritage de la planification centralisée, le secteur industriel (qui représente environ 35% du PIB russe) reste encore très concentré au niveau régional; il est souvent implanté dans des endroits reculés où les frais de fonctionnement sont lourds, et est encore fortement orienté vers l'industrie lourde. Grâce à la manne des recettes pétrolières, les gros conglomérats ont été à même de racheter des affaires mal gérées à bas prix et de dégager d'énormes gains de productivité, en utilisant des capacités négligées, en réduisant les effectifs et en augmentant le temps de travail des salariés. Ces entreprises ont plus facilement accès aux capitaux qu'avant, et elles sont gérées par une génération de dirigeants radicalement différente.

34. Cela a sans aucun doute contribué à limiter les dégâts pour l'industrie russe – mais il y a des inconvénients. Selon certaines estimations, il semblerait que 20 conglomérats contrôlent désormais 70% du PIB de la Fédération de Russie et les études portant sur les PME laissent à penser que, paradoxalement, ce secteur craint désormais davantage la pression concurrentielle de ces conglomérats que celle des concurrents étrangers. L'investissement direct étranger dans l'industrie russe en-dehors du secteur de l'énergie – tel que celui de la filiale d'IKEA pour la fabrication et la vente de meubles – demeure encore rare. Il arrive à peine à 1% de l'ensemble des flux entrants d'IDE dans le pays.

Tableau 5 : part de production des groupes commerciaux intégrés et monopoles contrôlés par l'Etat

	Part de la production industrielle	Part de la production de biens et services
Monopoles sous contrôle de l'Etat	13,9	10,5
Electricité	7,7	3,3
Gaz	6,2	3,1
Transport ferroviaire		2,1
Oléoducs/gazoducs		2,0
Groupes commerciaux intégrés	35,6	13,7
Lukoil	7,6	2,9
Alfa group – Renova	6,7	2,6
loukos	5,3	2,1
Bazoviy Element – Sibneft	4,7	1,8
Interros	3,8	1,5
Surgutneftegaz	3,0	1,2
Sistema	3,0	1,2
Severstal	1,4	0,6
Autres	50,5	75,8

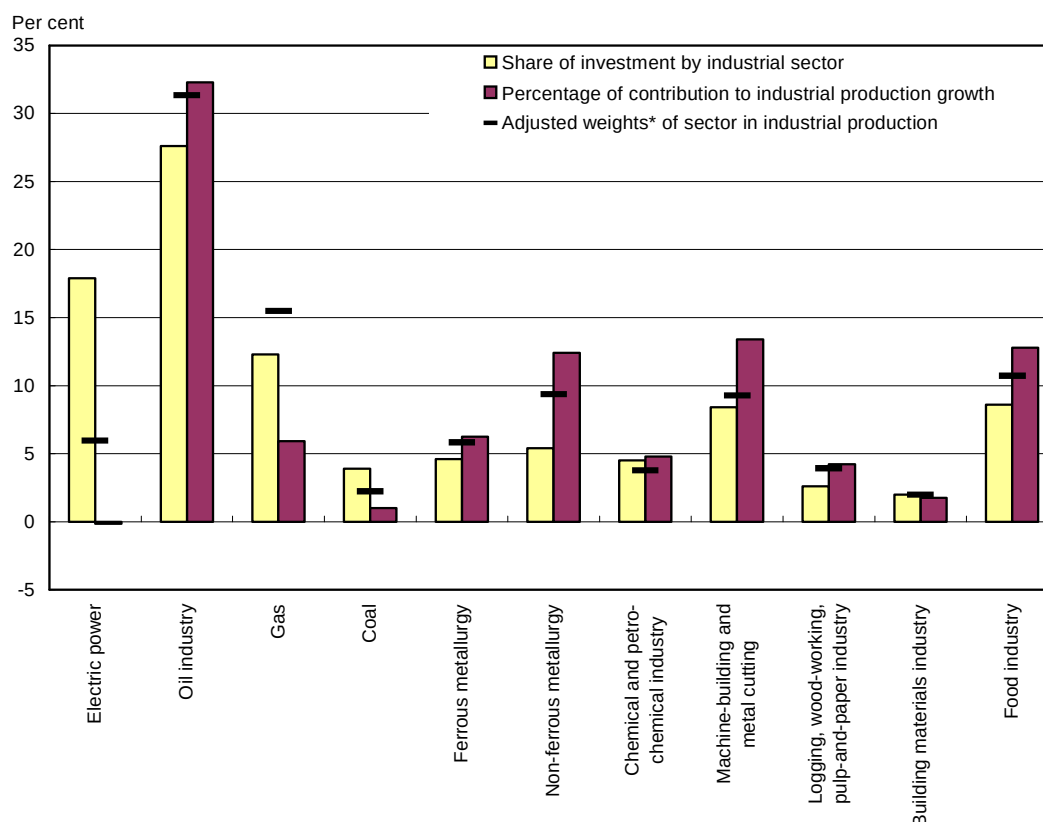
Source : Dynkin (2004)

35. Cette consolidation n'a pas encore aidé substantiellement l'industrie russe à répondre aux pressions des consommateurs. Les combustibles et l'énergie représentent encore 20% du total de la production industrielle, la métallurgie autour de 17%, l'alimentaire 15% et l'électricité 10%, les biens de consommation et de haute technologie ne constituant qu'une petite partie de l'économie productive, ce qui restreint le potentiel de la Fédération de Russie non seulement en matière de substitution aux importations, mais aussi pour la diversification des exportations.

36. Les entreprises plus petites, que l'on pourrait s'attendre à voir s'adapter le plus rapidement à l'évolution des marchés et à la demande des consommateurs, demeurent faibles et ont des difficultés à trouver leurs marques. Elles emploient environ 25% de la main d'œuvre russe, ce qui est bien en dessous de leur niveau potentiel et de l'indicateur équivalent dans les pays de l'OCDE, et sont confrontées à des obstacles administratifs importants qui ponctionnent environ 10% de leurs ressources (contre 3% en Europe de l'Ouest). L'industrie légère, le secteur économique qui a le plus souffert en 1998, ne représente toujours que 2% du PIB, et les PME, le socle de bon nombre d'économies en transition, ne pèsent toujours qu'environ 15% de l'économie (contre 50% dans les économies en transition avancées). La production de biens de consommation constituerait une formidable opportunité: le *Boston Consulting Group* estime qu'une entreprise de taille moyenne dégagant 10% de marge sur les

ventes en Europe pourrait voir cette marge passer à 25% en Fédération de Russie. Les entrepreneurs européens devraient saisir les opportunités d'affaires en Fédération de Russie, dont le potentiel inexploité est considérable.

Figure 6. Investment share and industrial growth contributions by sector
1997-2003



* See World Bank, 2004.

Source: Goskomstat, World Bank and OECD calculations.

37. L'essor des conglomérats a néanmoins permis à la Fédération de Russie de combiner des gains rapides en efficacité avec de faibles niveaux d'investissement. L'investissement industriel a représenté autour de 18% du PIB, ce qui le situe plus bas qu'en Europe de l'Est, et bien en dessous de la moyenne de l'OCDE (22%). Pour maintenir les gains de productivité et la croissance industrielle sur le moyen terme, la Fédération de Russie devra augmenter ses investissements – autrement dit, passer de la restructuration passive à une restructuration active – et l'on décèle les premiers signes de cette évolution (les investissements en capital fixe ont augmenté de 12% en 2003 et de 11% en 2004 et 2005). Malheureusement toutefois, la part de l'investissement dans le secteur productif hors extractions minières demeure très faible. 77% des flux d'IDE (qui représentent environ 12% des investissements russes en capital fixe) concernent les produits manufacturés et le secteur énergétique.

Tableau 7: importance des facteurs qui accroissent la concurrence pour les entreprises industrielles russes

(Pourcentage des entreprises interrogées qui mentionnent un facteur)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Croissance du volume des biens importés	31	23	28	8	9	14	23	30
Meilleure qualité des importations	7	9	11	7	14	10	18	20
Faible prix des importations	17	14	18	5	9	12	12	24
Concurrents russes maintiennent leurs prix constants	14	15	15	20	23	23	26	31
Entrée de nouvelles entreprises russes sur le marché	18	25	25	26	34	36	44	42
Activités du Gouvernement et du Service antimonopole	8	9	4	6	3	5	6	4

Source : Tsukhlo (2003).

v. *Autres secteurs*

38. Le secteur du commerce de services/détail a subi des transformations depuis 1990 (où il pesait 36% du PIB), et à mesure que les consommateurs auront davantage de moyens, la demande ne fera que croître. En 2005, il était déjà passé à 60% du PIB, et même si son importance est surestimée dans les statistiques officielles (à cause des "regroupements de transferts" qui font que la production pétrolière est comptabilisée comme un service), la Banque mondiale et l'OCDE ont calculé que le secteur a généré à lui seul environ un tiers de l'actuelle croissance du PIB. Pour continuer de consolider la croissance, la Fédération de Russie devra développer sa capacité dans le domaine des services et dans les secteurs de produits avancés.

39. Etant donné la propension des Russes à dépenser, ce secteur devrait constituer un secteur naturel de croissance et en fait tous ses sous-secteurs s'en sortent bien. La vente au détail et la restauration, les communications et les transports ont tous connu une croissance rapide, ce qui a permis au secteur du commerce de services/détail de se classer en tête en 2004. En fait, c'est ce secteur qui offre, dans l'immédiat, les meilleures perspectives en tant que moteur de la croissance intérieure, étant donné qu'il progresse rapidement, qu'il est adaptable et permet des créations d'emploi en très grand nombre. Ces constats valent autant pour des secteurs ne nécessitant pas d'importants investissements comme la vente au détail et les services aux personnes, où la déréglementation et la protection des droits de propriété encourageront la poursuite de la croissance, que pour les secteurs gourmands en investissements tels que le commerce électronique, les chemins de fer, le transport par pipeline et l'aviation, ainsi que l'utilisation des ressources hydriques, foncières et forestières. Un pays de la taille de la Fédération de Russie, avec 142 millions de personnes réparties sur onze fuseaux horaires, offre de nombreuses opportunités pour ce type d'entreprises.

40. Après une décennie 1990 marquée par le recul des grandes exploitations agricoles d'Etat qui, privées des subventions publiques conséquentes, ont dû se serrer la ceinture, l'agriculture russe a commencé à montrer des signes d'amélioration. Le passage à un système régi par les lois du marché a permis d'accroître l'efficacité et les récoltes, notamment céréalières, ont connu une embellie en 2001-2004. L'agriculture représente maintenant environ 5% du PIB, et la Fédération de Russie est devenue exportatrice nette de blé. Même si la production de la plupart des denrées agricoles en Russie est dominée par de grosses exploitations (autrement d'anciennes fermes collectives d'Etat d'une taille moyenne de 5 000 hectares), les petites exploitations privées (d'une cinquantaine d'hectares) gagnent rapidement des parts de marché, en particulier pour le fourrage et les légumes¹⁰. Si des politiques de crédits plus favorables au développement de l'agriculture privée étaient mises en place, cela aurait sans nul doute des répercussions très positives pour le développement agricole, mais aussi de l'ensemble du monde rural.

¹⁰ Les parcelles privées exploitées en potagers d'une superficie inférieure à 2 hectares assurent environ 93% de la production nationale de pommes de terre et quelque 80% des légumes, pour l'essentiel destinés à la consommation privée mais aussi à la vente sur les marchés locaux.

vi. *Climat de l'investissement*

41. Les pays européens sont parmi les chefs de file des investisseurs en Fédération de Russie (avec plus de 74 % des IDE cumulés), même si le gros des investissements provient de deux pays seulement – les Pays-Bas et Chypre, avec 60% de l'ensemble des IDE. Si l'importance de la position néerlandaise en matière d'investissement peut s'expliquer en partie par le rôle des Pays-Bas en tant que centre financier, la plupart des investissements en provenance de Chypre sont probablement en réalité des fonds russes déposés à l'étranger qui sont réinvestis en Fédération de Russie. Les évaluations de l'OCDE pour 2005 montrent que l'indice des restrictions réglementaires aux IDE en Fédération de Russie est grosso modo deux fois plus élevé que la moyenne de l'OCDE, les barrières les plus fortes étant en général observées dans les secteurs de l'assurance, de l'électricité et du transport aérien.

42. Si l'on en croit l'étude de 2005 du Conseil consultatif des investissements étrangers (FIAC – *Foreign Investment Advisory Council*), les principaux obstacles à l'investissement étranger en Fédération de Russie sont la corruption, la bureaucratie excessive et l'interprétation et application sélectives des textes de loi. L'Etude de 2005 sur l'environnement des affaires et la performance des entreprises, menée par la Banque mondiale et la BERD, épingle le pays pour les problèmes de corruption et de législation du travail, tout en notant quelques améliorations dans les dispositions réglementaires douanières et commerciales, ainsi que dans l'administration fiscale et les demandes de licence. La toute dernière Etude de l'OCDE sur les investisseurs concernant la Fédération de Russie recommande d'améliorer l'accessibilité aux informations liées aux activités commerciales, de promouvoir les consultations avec la sphère des affaires concernant les modifications réglementaires, en particulier pour ce qui est des enregistrements fonciers (terrains bâtis ou non) et des permis de travail.

vii. *La Fédération de Russie et l'OMC*

43. Après l'accession de la Chine à l'OMC en 2001, la Fédération de Russie est la plus grande économie qui cherche à devenir membre de l'Organisation. Si elle y parvient, son accession constituerait un grand atout pour le reste des membres de l'OMC, bien entendu, autant que pour la Fédération de Russie elle-même. Toutefois, sa candidature n'est pas allée sans soulever quelques difficultés, qu'il s'agisse de la politique économique interne de la Fédération de Russie ou des conditions d'entrée exigées par certains pays membres de l'OMC. La Fédération de Russie a fait acte de candidature en 1993 et les négociations se poursuivent depuis, d'abord sur une forme multilatérale entre 1995 et 2003, puis en bilatéral (dès 2003), l'UE et la Fédération de Russie ayant conclu en mai 2004 un accord qui a fait date sur l'accès aux marchés. Dès la fin de 2005, les divergences en matière d'accession avaient été aplanies avec des partenaires commerciaux représentant près de 87% des échanges extérieurs de la Fédération de Russie. Seuls trois pays – l'Australie, la Colombie et les Etats-Unis – doivent encore conclure des accords bilatéraux avec la Fédération de Russie.

44. Jusqu'ici, les principaux obstacles à l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC – tels qu'ils ressortent des négociations bilatérales avec chaque membre de l'OMC – concernent la protection de la propriété intellectuelle (du fait de difficultés à faire appliquer la loi), les formalités douanières (notoirement complexes et arbitrairement appliquées), les subventions et l'existence d'un double barème des prix de l'énergie. Pour ce qui est de ce dernier point, la Banque mondiale a indiqué au Rapporteur, lors de sa visite d'enquête à Moscou en juillet 2005, que les prix du gaz pour les clients commerciaux en Fédération de Russie se rapprochaient déjà d'un niveau rationnel (couvrant l'ensemble des coûts, y compris le retour sur investissement), même s'ils restaient encore bien en deçà de la moitié du prix moyen de marché pratiqué en Europe de l'Ouest et dans la majeure partie de l'Asie. Les difficultés qui subsistent concernent les négociations avec les Etats-Unis concernant les subventions agricoles ; sur les droits de propriété intellectuelle (les Etats-Unis insistant pour une meilleure protection) ; le commerce dans l'aéronautique et les services (où ils souhaitent une plus grande ouverture des marchés) ; et les représentations de banques étrangères en Russie, où là encore les Etats-Unis (et la Suisse) insistent pour davantage d'ouvertures mais où la Fédération de Russie estime que leurs opérations devraient être soumises à une supervision russe plus forte.

45. Certains économistes craignent que l'entrée à l'OMC n'entraîne une explosion massive du chômage en Fédération de Russie et ne rende vulnérables certains secteurs de l'économie (tels que la production laitière et de viande, le secteur pharmaceutique et chimique, la production microbiologique, les motoristes et la production d'équipement agricole) ; d'autres, en revanche, y voient de considérables

avantages. Il est intéressant de mentionner dans ce contexte une récente étude du FMI intitulée "La Fédération de Russie et l'OMC: la "gravité" du statut d'outsider" (août 2004) qui concluait que les exportations de la Fédération de Russie en direction de membres de l'OMC étaient inférieures à celles destinées aux autres pays au cours de la période 1995-2002. Dans le même temps, l'analyse suggérait que l'accession à l'OMC représenterait pour la Fédération de Russie des gains tangibles sur le long terme (étant donné notamment que le pays a besoin d'améliorer la qualité de ses biens retraités et manufacturés) et mettait en lumière la friction entre le groupe des pays membres de l'OMC et les pays qui n'en sont pas membres.

46. Des études de la Banque mondiale¹¹ suggèrent que les efforts pour l'accession à l'OMC pourraient galvaniser la réforme nationale et améliorer le climat des investissements, entraînant des gains considérables à moyen terme pour la Fédération de Russie, estimés à quelque 19 milliards de dollars (soit grosso modo 3,3% du PIB du pays en 2004) et un bien-être accru pour pratiquement tous les ménages du pays (environ 7% de la valeur de la consommation actuelle). Les facteurs clés permettant d'obtenir ces bons résultats sont : la libéralisation des marchés et un accès accru des investisseurs étrangers aux services commerciaux (en particulier dans les télécommunications, les secteurs bancaire, du transport et de l'assurance), le fait que l'on s'attend à ce qu'en général les barrières tarifaires soient divisées par deux, une position juridique plus forte pour ce qui est des mesures anti-dumping¹², ainsi que des gains de productivité et des réductions de coûts grâce à une concurrence et à des importations de technologie accrues, ainsi qu'une meilleure allocation des ressources. Ces facteurs devraient selon toute vraisemblance plus que compenser les éventuelles pertes de production dues à l'élimination, à terme, des subventions à la production agroalimentaire en Fédération de Russie et sur les marchés mondiaux. Même si des prix de l'énergie en hausse pour les consommateurs nationaux vont progressivement éroder une partie de l'avantage concurrentiel dont jouissent actuellement les entreprises russes, ils exerceront en revanche une pression accrue pour l'introduction d'une réforme micro-économique et institutionnelle, ce qui stimulera l'économie nationale.

47. Les filets de sécurité publics seront essentiels pour contribuer à limiter les éventuels effets négatifs à court terme de l'ajustement sur les groupes les plus vulnérables de la société russe, et les périodes de transition négociées (qui devraient être de 3 à 7 ans) permettront aux secteurs industriels russes de s'adapter à la concurrence mondiale. L'on peut également s'attendre à une participation plus active des investisseurs étrangers dans des projets d'infrastructure, à condition que l'environnement juridique offre une base équitable, stable et transparente pour le respect des intérêts à long terme des investisseurs nationaux autant qu'étrangers.

III. Croissance soutenue et action du gouvernement : défis et opportunités

48. Bien que la Fédération de Russie soit maintenant dans sa septième année consécutive de forte croissance, plus récemment, celle-ci a accusé un léger fléchissement, alors que les recettes du secteur énergétique devraient, à moyen terme, demeurer élevées et stables. Ceci a conduit les décideurs politiques à revoir en profondeur leurs stratégies actuelles en matière de taxation, d'épargne et d'utilisation des recettes pétrolières. Il est de plus en plus préconisé d'utiliser de manière plus dynamique la manne de l'or noir pour soutenir les réformes, l'investissement et la croissance, même si l'on n'a pas encore fixé les détails du Fonds de stabilisation grâce au pétrole et s'il reste encore à formuler des propositions spécifiques pour des dépenses supplémentaires.

49. **L'investissement**, en particulier dans des technologies modernes, est, dans toute l'économie de la Fédération de Russie, l'un des défis majeurs à relever, et l'économie elle-même est loin d'être équilibrée. Toute une série de facteurs expliquent cette situation, et le Gouvernement s'y est attelé de différentes manières. Une bonne part des progrès a déjà été accomplie, mais certains risques et défis sont loin d'avoir disparus. Outre de nouvelles lois sur les Zones économiques spéciales et Concessions, et de nouvelles incitations fiscales, un Fonds d'investissement, récemment instauré et doté de 2,5 milliards USD en 2006 avec au moins un montant identique pour les deux années suivantes, vise à soutenir le développement des infrastructures, les systèmes liés à l'innovation et les réformes institutionnelles, notamment par le biais de garanties de l'Etat et d'un cofinancement de projets

¹¹ Voir www.worldbank.org/trade/russia-wto pour le détail des documents de politique.

¹² Les sources russes indiquent qu'une soixantaine de procédures anti-dumping étaient en cours, en 2005, à l'encontre de sociétés russes, celles-ci perdant de ce fait chaque année de 4 à 5 milliards de dollars au total.

sélectionnés. L'intérêt de ces mesures sera mesuré à l'aune de leur mise en œuvre, qui devrait être aussi transparente et impartiale que possible. Accessoirement, une bonne part de l'emprunt extérieur des entreprises russes sert à verser de gros dividendes (fréquemment de 15 à 20% par an) aux actionnaires nationaux plutôt qu'à financer de nouveaux investissements ; ces modalités vont à l'encontre des intérêts à long terme des entreprises et devraient être améliorées. Des investisseurs institutionnels, notamment la BERD¹³ (pour qui la Fédération de Russie est le plus gros pays d'opération), ont apporté une contribution utile pour stimuler l'investissement dans des secteurs à forte valeur ajoutée dans tout le pays.

50. **Stabilité politique** : à la suite de la crise de 1998 et après une décennie souvent chaotique marquée de turbulences, la stabilité était la première des conditions pour une reprise. Le pays y est rapidement parvenu, et la stabilité a été depuis consolidée. Des inspecteurs fédéraux ont été nommés pour chacune des 89 régions de la Fédération, regroupées ensuite en 7 districts fédéraux. Cette initiative a mis en partie fin aux conflits de droit et de juridictions, et le gouvernement central étend de plus en plus son influence. L'administration centrale a ouvert un grand nombre d'antennes régionales, y compris 2000 "bureaux publics" où chacun peut s'adresser pour un conseil ou une plainte.

51. La nouvelle législation russe a aboli aussi le scrutin populaire pour l'élection des gouverneurs de région, qui seront désormais nommés par le Président, leur nomination étant ensuite approuvée par les assemblées locales. Les nouvelles dispositions légales prévoient en outre l'abolition des campagnes électorales pour les élections législatives de district, puisque toutes les élections législatives se feront désormais sur la base des listes de partis. Ces dispositions ont fait craindre que, même si dans l'ensemble l'ordre est mieux respecté dans le pays, les principes démocratiques ne soient mis à mal au nom de la stabilité, et que cela n'aboutisse à l'érosion de la prospérité sur le long terme, tout comme l'instabilité politique l'avait fait auparavant. Le Rapporteur se réjouit en revanche que la coopération se soit récemment améliorée entre le Président et le Parlement. Si les transformations politiques peuvent sembler quelque peu lentes par rapport aux normes occidentales, une plus forte participation des entreprises européennes dans l'économie russe, en particulier dans le secteur réel, contribuer à consolider et à faire progresser une réforme vitale.

52. **Incertitude financière**: depuis 1998, où l'effondrement économique avait abouti à une dévaluation de la monnaie, des suspensions du service de la dette et une série de sauvetages de banques, la prudence budgétaire a grandement contribué à la croissance. A partir de 2000, les budgets ont cherché à dégager un excédent en prenant pour base de calcul des hypothèses prudentes concernant les cours du pétrole. Un Trésor public fédéral fort a été instauré, et jusqu'ici, il a très largement résisté à la tentation de dépenser de manière incohérente les excédents. Au contraire, la dette a été remboursée et des réserves en devises constituées. Dans l'intervalle, les dépenses publiques ont été stabilisées à environ 34% du PIB.

53. Cela donne donc aux autorités une certaine latitude pour poursuivre le programme de baisse d'impôts, et cela a donné également un coup de fouet à l'investissement privé. Les entreprises russes empruntent désormais de plus en plus sur les marchés internationaux et auprès de banques étrangères – l'exposition sur la dette extérieure a augmenté de plus de 20 milliards USD depuis 2000 – et les banques russes sont donc confrontées à une pression concurrentielle pour prêter davantage aux entreprises, et de plus en plus aux particuliers aussi. La création en 2004 d'un fonds de stabilisation alimenté par les excédents des recettes pétrolières a été très bien accueillie car elle sert d'amortisseur pour protéger la Fédération de Russie contre les chocs extérieurs. Toutefois, certains s'inquiètent également de la possibilité d'un assouplissement de la politique budgétaire dans un contexte de réformes structurelles coûteuses et de stagnation des recettes non pétrolières.

54. **Fiscalité**: ces dernières années, une plus grande stabilité a permis au Gouvernement d'entreprendre une réforme de fond du code des impôts, connu pour être complexe, dont les dispositions permettaient bon nombre d'échappatoires et qui faisait peser une lourde charge sur les petites entreprises. Des réformes d'envergure ont ainsi été lancées après l'élection de Poutine à la présidence au début de 2000 ; elles ont abouti à un système de fiscalité simplifié, qui est plus équitable, plus stable et plus prévisible. Un taux forfaitaire de 13% a été introduit pour les revenus des personnes physiques, le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés a été abaissé de 35% à 24%, le taux de base de la TVA est

¹³ La BERD est le plus gros investisseur institutionnel en Fédération de Russie, où elle a injecté 5,9 milliards € au total dans 210 projets.

passé de 20 % à 18%, et une taxe régionale sur les ventes de 5% a été abolie. Des taxes exceptionnelles ont également été prélevées sur le secteur des ressources naturelles, ce qui a permis d'alléger le fardeau pesant sur d'autres secteurs de l'économie. Les impôts sur les entreprises ont ainsi diminué de quelque 10 milliards de dollar par an, et la transparence du système a réduit les possibilités d'évasion fiscale, de tracasseries administratives et de corruption. Globalement, les effets de ces changements ont été très positifs, même si les analystes préviennent que les excédents engrangés dans le fonds de stabilisation ne devraient pas servir à financer des réductions d'impôts, et que le secteur des ressources naturelles ne devrait pas être taxé au point d'obérer tout investissement à l'avenir. Selon des estimations du FMI, les réductions d'impôts devaient coûter aux finances publiques l'équivalent de près de 1,25% du PIB en 2005.

55. **Bureaucratie et excès de réglementation**: selon le classement du Forum économique mondial relatif à la compétitivité mondiale, la Fédération de Russie se classait 75^e sur 117 pays en 2005, ce qui montre que l'environnement des affaires continue de poser problème, tout comme la lenteur des réformes administratives. L'administration russe a doublé depuis la fin de l'ère soviétique et compte désormais plus de 1,2 millions de fonctionnaires. Ces dernières années ont vu plusieurs tentatives de réduction des effectifs, qui ont donné des résultats mitigés. Plusieurs efforts ont été tentés pour simplifier la réglementation, ce qui a permis de diminuer le nombre des licences et inspections auxquelles sont soumises les entreprises – notamment les petites entreprises. Cette inflation de textes réglementaires – et la corruption qu'ils peuvent facilement générer – a constitué le principal obstacle au développement des petites entreprises; certaines études mentionnent la réglementation officielle comme étant une menace plus importante que la concurrence étrangère ou nationale et la corruption est perçue comme un élément majeur de dissuasion de l'investissement étranger en Fédération de Russie.

56. Le gouvernement a récemment fusionné plusieurs ministères et séparé les organes législatifs des forces de l'ordre. En 2004, une commission gouvernementale a recensé 5 000 fonctions bureaucratiques, dont un millier seront supprimées; le reste sera officiellement défini et codifié. De fortes augmentations des salaires des fonctionnaires pour aligner les rémunérations sur celles du privé¹⁴ doivent être suivies d'une diminution drastique du nombre des employés (d'au moins 25% d'ici 2010, selon la Banque mondiale). La principale difficulté résidera, comme pour les tentatives menées jusqu'ici, dans la mise en œuvre. Les nouvelles lois de décembre 2005 et mai 2006 sur la création de zones économiques spéciales pour promouvoir la recherche et le développement, la fabrication de produits industriels manufacturés et le tourisme et activités de loisirs visent, non seulement à accorder des incitations et dégrèvements fiscaux, mais aussi à réduire les obstacles bureaucratiques.

57. **Respect de l'ordre**: pour s'attaquer à l'inefficacité et la corruption, tous les chefs régionaux des forces de l'ordre et procureurs sont désormais nommés par l'administration centrale, et la plupart ont été déplacés ou remplacés depuis 2000. Mais le système judiciaire russe est en lui-même largement discrédité, ce qui complique encore la vie pour les petites entreprises et les entrepreneurs. La plupart des Russes pensent que, lorsqu'une affaire passe au tribunal, il est possible d'acheter la décision, et les forces de l'ordre locales ne sont pas parfois meilleures. Il peut donc être parfois difficile de faire respecter les droits de propriété, même lorsque la loi le prévoit expressément. Même si de telles affaires se font plus rares de nos jours, on entend encore parler de temps à autre de sociétés qui sont purement et simplement volées – des inconnus, souvent liés à la pègre et ayant des connexions avec le gouvernement local, prennent les commandes d'une entreprise, sans tenir compte de son propriétaire légal, souvent pour la revendre. Le gouvernement a fait de la réforme judiciaire une priorité; certaines régions ont déjà mis en place les jugements avec un jury populaire. Dans le cadre des négociations pour l'accession à l'OMC, d'importantes mesures sont prises actuellement pour renforcer la capacité policière et douanière de détection et de prévention de la production et de la commercialisation de produits de la contrefaçon, ainsi que pour renforcer la protection légale des droits de propriété intellectuelle.

58. **Limitation de l'influence de groupes d'intérêt constitués**: les réseaux de protection hérités de l'ère soviétique, les privatisations à marche forcée du début des années 1990 dans un contexte réglementaire faible, et des élites locales souvent corrompues se sont conjugués pour créer des groupes d'influence très puissants dans la Fédération de Russie d'aujourd'hui. Ceux-ci ont accumulé des richesses et du pouvoir, de sorte que leur influence se fait sentir dans tous les secteurs industriels,

¹⁴ Selon la promesse présidentielle, des crédits budgétaires seront réservés pour une augmentation de 50% des salaires du public en termes réels et une augmentation substantielle des pensions au cours des trois prochaines années.

régions administratives et organes décisionnaires. Il n'est pas possible de garantir la séparation des pouvoirs ni d'éviter les conflits d'intérêt lorsque des fonctionnaires de haut niveau siègent aux conseils d'administration des principales compagnies du secteur de l'énergie (Gazprom, Sibnef, Rosneft et d'autres) ou des conglomérats d'extraction et de traitement qui fournissent le gros des ressources budgétaires nationales.

59. Dans sa dernière Résolution 1455 (2005)¹⁵ sur « Le respect des obligations et engagements par la Fédération de Russie », l'Assemblée faisait état de la préoccupation que lui causent une série de mesures destinées à renforcer la « verticale du pouvoir » qui pourraient saper le système de contre-pouvoirs, limiter gravement la concurrence politique, porter atteinte à l'indépendance et à l'impartialité du judiciaire et museler les médias. Elle dénonçait également « les privatisations obscures et irrégulières qui ont abouti à un contrôle oligarchique sur un grand nombre d'actifs et de ressources économiques du pays; enfin, les allégations de corruption émises à l'encontre de certains gouverneurs fédéraux qui n'étaient responsables ni devant les autorités fédérales ni devant les citoyens qui les avaient élus. »

60. Votre Rapporteur estime qu'outre les recommandations spécifiques au pays formulées précédemment par l'Assemblée, les autorités russes devraient réfléchir à des mesures législatives pour mieux réguler les activités de lobbying et renforcer l'éthique d'entreprise, notamment dans l'esprit de la Résolution 1392 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur « L'éthique d'entreprise en Europe » et les Principes de l'OCDE en matière de gouvernement d'entreprise, tels que révisés en 2004.

61. **Réforme bancaire**: leur expérience passée et la méfiance généralisée à l'égard du système font que 70% des Russes ne disposent pour l'instant pas de compte en banque (plus d'un tiers choisit de garder ses liquidités chez soi, d'autres achètent des biens immobiliers, des bijoux ou des antiquités). Bien que les réformes bancaires progressent régulièrement, les Russes doutent de la solidité des banques privées, comme en témoigne la crise de confiance de 2004. Une assurance sur les dépôts bancaires est en train d'être mise en place (même si elle se présentera sous une forme plus édulcorée que celle prévue à l'origine) pour aider les banques privées à être concurrentielles, notamment face au mastodonte qu'est la banque publique Sberbank; d'autres dispositions législatives ont été promises, pour distinguer clairement les véritables banques de détail des établissements ayant des participations au capital de sociétés, et pour réglementer le marché. Pour que l'ensemble du secteur suscite la confiance, les analystes espèrent que l'investissement étranger pourra davantage accéder au marché, que l'avenir des banques détenues par l'Etat sera clairement défini et que la mise en œuvre de l'assurance sur les dépôts bancaires se fera avec toutes les garanties d'honnêteté et de transparence. En outre, les experts du FMI soulignent qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pleinement les normes comptables IAS et de renforcer les droits des créanciers.

62. **Investissement étranger et libéralisation** : ces dernières années, la Fédération de Russie a adopté plusieurs textes de loi incitatifs pour le commerce extérieur et l'investissement étranger, directement ou indirectement. Parallèlement à une série de lois sur la gouvernance d'entreprise et à la simplification du code des impôts (très bien accueillies par les entreprises étrangères, même si ces initiatives ne leur étaient pas destinées au départ), une nouvelle loi sur les activités boursières a permis d'harmoniser davantage les procédures avec les normes de l'OCDE, et une révision des réglementations douanières a permis d'accélérer les passages en douane. Des mesures anti-monopoles ont également été introduites, et la libéralisation devrait se poursuivre dans le cadre des travaux préparatoires à l'entrée de la Fédération de Russie à l'OMC. Ces dispositions seront, bien entendu, suivies attentivement dans de nombreux secteurs clés, et plus particulièrement dans celui des ressources et des services publics. Dans chaque cas, des questions précises se posent pour savoir quel type de marché va émerger.

63. Les économistes internationaux relèvent que la politique russe stimulerait plus efficacement l'économie si elle se focalisait sur l'environnement global des activités, notamment sur les points évoqués plus haut, au lieu de contrôler et de diriger certains secteurs spécifiques. Après plusieurs années où les flux entrants d'IDE étaient équivalents ou inférieurs aux flux sortants de capitaux, la Fédération de Russie est devenue importatrice nette d'IDE en 2004. Selon des études de l'OCDE¹⁶, les flux d'IDE vers la

¹⁵ Emanant du débat parlementaire du 22 juin 2005 sur la base du rapport de MM. Atkinson et Bindig au nom de la Commission de suivi.

¹⁶ OCDE Examen des politiques de l'investissement dans la Fédération de Russie : Pour une politique de l'investissement plus transparente, 2006

Fédération de Russie ont stagné en 2000-2002, puis plus que doublé en 2003 et 2004, et légèrement plongé en 2005 (même si les flux entrants d'investissement agrégés ont augmenté, passant de 38 milliards USD à 56 milliards USD cette année-là, essentiellement du fait de transactions financières et de crédits commerciaux, ce qui montre que les banques et entreprises russes ont emprunté significativement à l'étranger). Toutefois, ce sont là des montants relativement modestes par rapport au total des IDE qui circulent dans le monde (900 milliards \$) et qui n'ont aucune commune mesure avec le potentiel économique de la Fédération de Russie. En fait, le stock cumulé d'IDE dans ce pays représente environ 6,5% du PIB (soit environ cinq fois moins que la moyenne des autres économies en transition en Europe) et est très fortement concentré dans un tout petit nombre de régions (en particulier, ce sont les régions du centre et du nord-ouest qui reçoivent environ la moitié de l'ensemble des IDE).

64. **Développement régional** : de par sa taille même, la Fédération de Russie peut être considérée comme un ensemble d'économies régionales hétérogènes en matière de niveau de ressources, de spécialisation régionale, de développement et d'autonomie¹⁷. Bon nombre de ses problèmes économiques trouvent leur source au niveau régional. Le renforcement de la prééminence du droit et la consolidation de l'investissement dans les régions reste au premier plan des priorités, surtout parce qu'il est le meilleur moyen de garantir et de promouvoir l'intégrité territoriale du pays. Le développement du plateau continental pourrait galvaniser le développement économique des régions côtières et des activités portuaires, en particulier dans les territoires extrême-orientaux du pays. Des prix du foncier et de l'immobilier en hausse, et le début d'une pénurie en main-d'œuvre qualifiée dans les régions centrales et du nord-ouest du pays sont maintenant l'occasion pour d'autres régions d'être en meilleure position pour rechercher des investissements. Toutefois, les autorités régionales doivent améliorer significativement l'accès aux informations commerciales, faciliter les procédures administratives et réduire les risques que les investisseurs ont l'impression de courir.

65. La répartition très inégale de la population sur le territoire de la Fédération complique les perspectives de développement régional durable. En fait, un quart des habitants de la Fédération vivent et travaillent dans les régions du centre et de l'ouest du pays (qui représentent moins de 4% du territoire), et 21% seulement dans les districts de la Sibérie et de l'extrême orient russe, qui comptent pour 75% du territoire et contiennent toutes les ressources naturelles du pays. Bien que 73% environ de la population soit urbaine, on ne compte que très peu de centres urbains dynamiques et seules deux villes de plus de deux millions d'habitants (Moscou et Saint-Pétersbourg). Le dépeuplement de certaines régions est frappant, par exemple dans le sud des provinces extrême-orientales où les régions russes frontalières de la Chine comptent 5 millions d'habitants, contre 110 millions de Chinois dans les provinces de l'autre côté de la frontière commune. À l'évidence, dans l'optique du développement, il conviendrait d'urgence de prendre en priorité des mesures pour stopper l'hémorragie des meilleurs cerveaux vers l'ouest, ainsi que d'encourager les gens à s'établir davantage en Sibérie et dans les provinces extrême-orientales.

66. Pendant la préparation de son rapport, le Rapporteur, et la Commission des questions économiques et du développement, ont eu l'occasion de se rendre à Irkoutsk. Située au nord du Lac Baïkal, la Région, non seulement compte sur son territoire les plus gros complexes industriels du pays en matière de combustibles, d'énergie, de pétrochimie, de travail du métal et de production de bois, mais constitue également une plaque tournante car elle est au carrefour de routes commerciales d'importance majeure (les échanges impliquent quelque 70 pays) ainsi qu'un haut lieu touristique. De vastes gisements d'or, de métaux rares, de minerai de fer, de mica, de magnésite, de talc, de pierres précieuses et semi-précieuses, de minerais divers et d'hydrocarbures, combinés à des complexes de production d'énergie à grande échelle (en particulier de l'hydroélectricité) et de construction de machines (pour l'extraction, les secteurs électrotechnique, de la chimie, de l'hydraulique, de l'aéronautique et de la défense), offrent des opportunités commerciales considérables pour les entreprises européennes.

67. Le Lac Baïkal, célèbre dans le monde entier, sans équivalent de par sa superficie, son âge et la pureté de ses eaux, est le troisième plus grand et plus ancien (25 millions d'années) lac d'eau douce de la planète. Il renferme près de 20% de l'eau potable mondiale et compte plus d'un millier d'espèces uniques. La beauté sauvage et le calme du paysage attirent véritablement les visiteurs comme un aimant. Des investissements supplémentaires pour des structures d'accueil, des services et la promotion du

¹⁷ La Fédération de Russie compte 89 entités constitutives : 21 Républiques, 6 Territoires (« Kray »), 49 Régions (« Oblast »), 2 villes fédérales (Moscou et Saint-Pétersbourg), une Région autonome et 10 Districts autonomes (« Okrug »). Elles sont regroupées en sept districts fédéraux.

tourisme ciblant des touristes nationaux et étrangers renforcerait sans aucun doute le développement social. La Commission a été rassurée d'apprendre qu'un important projet de pipeline va être modifié pour éviter tout risque de fuites et donc de pollution à proximité de sites naturels sensibles dans une zone de 40 kilomètres autour du Lac Baïkal.

68. Le district fédéral de Sibérie, l'un des plus étendus de la Fédération de Russie, couvre un tiers du territoire du pays et ne compte que 20 millions d'habitants seulement (un septième de la population totale). Cette région est unique pour ses ressources naturelles : elle contient 77 % du pétrole russe, 85 % de son gaz, 80 % de son charbon, 70 % de son cuivre, 68 % de son nickel, 85 % de son plomb, 77 % de son zinc, 82 % de son molybdène, 41 % de son or, 99 % de ses métaux du groupe du platine, et 45 % des ressources hydroélectriques nationales, 41 % des ressources forestières et 20 % des réserves d'eau douce mondiale. Toutefois, sa contribution au PIB national demeure modeste (11,4 % seulement), et doit être renforcée par des politiques de développement plus dynamiques, en particulier grâce à un renforcement de l'investissement dans les industries manufacturières de traitement, les infrastructures et les services.

69. Kaliningrad (la partie de territoire russe exclavée sur la mer Baltique, qui compte 950 000 habitants) est une autre région dont la situation géographique est singulière. A la suite de l'élargissement de l'UE, elle est désormais entourée par des Etats membres de l'UE et tire avantage de sa proximité avec les marchés de l'Europe de l'ouest ainsi que de sa position qui lui permet de servir de tremplin vers les marchés russes de l'intérieur et ceux d'autres pays de la CEI. Le Rapporteur espère que l'intérêt des investisseurs russes et étrangers ira plus loin que les manifestations symboliques (telles que les célébrations récentes du 400^e anniversaire de la ville de Kaliningrad) et arrangements ad hoc, et qu'ils apporteront à l'infrastructure, aux institutions et aux programmes sociaux de la région un soutien régulier et au même degré que celui qu'ils consacrent à des pays voisins.

70. **Politique de la concurrence** : faire en sorte que la politique de la concurrence donne des résultats et renforcer la compétitivité de divers secteurs économiques est une tâche titanesque étant donné la forte concentration de la participation capitaliste dans de nombreux secteurs. Pour des secteurs plus compétitifs, une telle concentration ne serait pas un problème majeur, à condition que les marchés régionaux russes puissent rester ouverts aux échanges internationaux et intra-régionaux, et que l'autorité de tutelle en matière de concurrence (le Service fédéral de lutte contre les monopoles, récemment créé) se révèle suffisamment puissante pour assurer efficacement son rôle de régulation. Il est nécessaire que les réformes s'accélèrent dans les monopoles sous contrôle de l'État, par exemple pour ce qui est du gaz naturel, de l'électricité, du transport ferroviaire et des activités bancaires, afin de garantir une meilleure allocation des ressources, une concurrence plus équitable et davantage d'investissements. Les experts de l'OCDE estiment que la tension entre impératifs commerciaux et obligations sociales seraient atténuées par une séparation plus claire entre la fonction régulatrice de l'État et son rôle en tant qu'actionnaire.

71. **Réformes des secteurs d'infrastructure** : une infrastructure de qualité - couvrant l'énergie, les télécommunications, les transports, les systèmes d'adduction d'eau et les services municipaux - est un élément vital pour une économie efficiente, en particulier dans un pays de la taille de la Fédération de Russie. L'importance de certains secteurs, tels que le transport, va bien au-delà des fonctions sectorielles de base et l'on considère que ces secteurs sont essentiels pour préserver l'unité nationale, mettre en oeuvre de politiques industrielles et des priorités de développement régional, ainsi que pour soutenir des politiques sociales destinées aux groupes vulnérables de la population et servir les intérêts de la sécurité nationale. Même si les réseaux d'infrastructure assurent une couverture raisonnablement bonne dans le pays, la gestion des services d'infrastructure doit être améliorée¹⁸. Bien que des systèmes de régulation encourageant l'investissement et la participation du secteur privé, facilitant l'efficacité et stimulant la concurrence aient été mis en oeuvre plutôt lentement, les réformes se sont accélérées depuis la moitié de 2003.

¹⁸ Par exemple, les coûts de transport représentent encore de 15 à 20% du prix des biens fabriqués dans le pays, contre 7 à 8% dans les pays industrialisés ; une faible capacité routière et en ports de mer limite le flux du trafic de transit ; les installations pour mise en containers sont inadaptées ; et des formalités lourdes en matière de dédouanement rallongent les délais de livraison et sont autant d'opportunités pour la corruption, ce qui pénalise encore plus la compétitivité des produits russes. En outre, 28 000 villages (12 millions d'habitants au total) n'ont pas accès toute l'année à des moyens de transport terrestres.

72. Ainsi, des organismes régulateurs autonomes ont été établis dans les secteurs de l'électricité et des télécommunications ; la restructuration des chemins de fer a déjà pratiquement atteint la phase finale d'un programme de redressement en quatre étapes, les Chemins de Fer russes (monopole d'Etat) envisagent maintenant de vendre des compartiments de leurs filiales clés, notamment le secteur lucratif du transport de marchandises, à des investisseurs stratégiques et l'Etat est prêt à assumer le coût de la suppression programmée de subventions croisées internes et à autoriser l'entrée de nouvelles sociétés indépendantes sur le marché. Une nouvelle loi sur les télécommunications, adoptée en 2004, a édicté des règles pour des obligations de service universel, des barèmes tarifaires économiquement équilibrés et un accès équitable à l'interconnexion des réseaux. La participation du secteur privé devrait, cependant, être encore accrue, en particulier par le biais de partenariats public/privé et de concessions, tout spécialement pour des grands projets pour lesquels les retours sur investissement prendront un certain temps.

73. **Démographie: tendances et défis:** dans la décennie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, certains observateurs estimaient que la Fédération de Russie, sur le plan démographique, s'enfonçait dans un gouffre qui grèverait le développement socio-économique du pays à long terme. Au cours de cette période, la Fédération de Russie a vu sa population (142,8 millions d'habitants en décembre 2005) se contracter de plus de 4 millions de personnes (environ 3%) du fait du très faible taux de natalité et de taux de mortalité extrêmement élevés. Selon des chiffres du Conseil de l'Europe, la Fédération de Russie enregistre maintenant plus de 170 décès pour 100 naissances et connaît le plus fort taux d'avortements au monde. Selon des projections du Bureau américain de la statistique, la population russe devrait encore reculer de près de 19 millions de personnes entre 2000 et 2025, et la Division Populations des Nations unies prévoit un recul de 21 millions de personnes pour cette même période. Facteur aggravant, le sida s'est répandu en Fédération de Russie au point de dépasser le simple stade du problème médical et représenterait, selon certains spécialistes, une menace pour la sécurité nationale. Selon les chiffres du ministère russe de la Santé, le nombre de cas aurait été multiplié par 30 au cours des sept dernières années, et des chiffres non officiels multiplient ces estimations par cinq – environ 1,5 million de personnes (1% de la population) seraient séropositives, dont 80 % ayant moins de trente ans.

74. Il est nécessaire de prendre des mesures difficiles dans des domaines politiquement sensibles tels que la migration, la santé, le planning familial, la sécurité sociale et les politiques de l'emploi pour renverser cette tendance à la dépopulation ou au moins stabiliser la situation. Une attention particulière doit être accordée à l'amélioration des facilités de soins de santé pédiatriques et à la prise de mesures pour la prévention, le contrôle et le traitement du sida, et en termes d'hygiène de vie en général. Bien que l'on ne dispose pas facilement de chiffres précis, la Fédération de Russie compte une véritable armée de travailleurs migrants en situation irrégulière, en provenance essentiellement des ex-Républiques soviétiques (de 5 à 15 millions de personnes selon les estimations, soit de 3 à 10% de la population). Ils contribuent à la création du bien-être, mais génèrent aussi des pertes pour le pays sous forme d'évasion fiscale et de transfert de capitaux dans leur pays d'origine. Il convient donc de trouver une solution appropriée à l'immigration illégale. En définitive, la richesse de la Fédération de Russie dépendra davantage de sa population que de ses ressources naturelles.

75. Globalement, le Gouvernement est conscient des défis majeurs qu'il doit relever. Il a promis des mesures pour améliorer les infrastructures sociales et la qualité de vie, par exemple par des investissements dans les domaines du logement, de la santé et de l'éducation, et l'établissement d'une armée moins nombreuse constituée entièrement de professionnels, ainsi que par un contrôle plus strict des pouvoirs publics sur la vente d'alcool. Il est sans aucun doute souhaitable que le pays se développe sur le front social: malgré une immigration nette, sa main d'œuvre s'érode rapidement, elle devrait diminuer brutalement à partir de 2008-2010, lorsque les travailleurs issus du « baby boom » de l'après-guerre partiront à la retraite. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que le Président Poutine, dans son discours du 10 mai 2006 sur l'état de la nation, se soit concentré sur le problème du recul démographique de la Fédération de Russie, qui constitue pour lui la principale menace planant sur l'avenir du pays.

76. Il convient d'être prudent, car les réformes tentées ces dernières années n'ont pas donné les résultats escomptés. Ainsi, la privatisation de la propriété foncière et l'introduction de dispositions pour des régimes de pension privés ont été mal et partiellement mises en œuvre seulement. Une fois encore, on voit bien que le pays doit se doter d'une administration au fonctionnement efficace, et qui jouisse de la confiance de la population – et la réforme de l'administration est donc nécessairement une des

principales priorités. Des difficultés pourraient surgir si plusieurs réformes de grande envergure sont mises en œuvre en parallèle. Certains sondages d'opinion laissent penser que, même si les Russes soutiennent sans réserve le gouvernement, ils sont sceptiques sur sa capacité à venir à bout des missions qu'il s'est donné.

IV. Autres réformes nécessaires et rôle de l'Europe

i. Le Nouveau programme économique pour la période 2006 - 2008

77. En décembre 2005, le ministère de l'Economie a publié un programme pour la politique économique russe concernant la période 2006 - 2008. Le programme a été globalement approuvé par le gouvernement, mais les ministères se sont vus demander de formuler de nouvelles propositions pour une « politique économique active » durant la période concernée.

78. Le programme reflète une certaine concurrence entre, d'une part, un ministère de l'Economie davantage tourné vers les réformes et, d'autre part, des forces au sein du gouvernement favorables à une politique économique et industrielle plus interventionniste. Les recettes abondantes dégagées par le secteur des matières premières ont également conduit à un certain assouplissement de la discipline économique et budgétaire qui avait caractérisé les années précédentes.

79. Le programme souligne la nécessité d'accroître encore la compétitivité des entreprises, et du gouvernement lui-même. C'est pourquoi il préconise un renforcement des institutions d'une économie de marché et une concurrence accrue dans tous les domaines de la vie économique. Parmi les autres éléments soulignés par le programme, celui-ci propose de rendre la bureaucratie gouvernementale plus efficiente, de développer les marchés financiers et de lutter contre l'inflation jugée encore trop élevée.

80. Outre ces thèmes plus traditionnels, le programme mentionne un certain nombre de nouveaux «projets stratégiques nationaux», notamment une politique industrielle plus active. Parmi ces projets figurent quatre grandes priorités concernant la modernisation de l'agriculture, la fourniture d'une éducation et de soins de santé de qualité, ainsi que l'accès à un logement à des prix abordables.

81. Parmi les domaines envisagés pour la nouvelle politique industrielle proposée, on citera les secteurs pétrolier et gazier, la construction aéronautique (civile et militaire), le secteur de l'armement ainsi que l'agriculture et les transports. Ceux-ci sont appelés des « secteurs clés d'importance nationale ». Pour le secteur des matières premières, le programme préconise des incitations fiscales pour exploiter de nouvelles réserves, de nouveaux projets de pipeline sous la direction du gouvernement et une modernisation des raffineries. La construction aéronautique doit être placée sous la direction d'un consortium nouvellement créé, dans lequel la part de l'État sera prépondérante. L'industrie de l'armement est, de la même manière, appelée à être consolidée au sein de grands centres industriels et de recherche bénéficiant d'un soutien de l'État. L'infrastructure de transport et l'agriculture doivent être améliorées.

82. A l'évidence, la Fédération de Russie a fait des progrès considérables depuis la crise financière de 1998, et elle est maintenant confrontée à deux défis majeurs sur le plan économique. Il s'agit d'une part de continuer à augmenter ses volumes d'exportations (dans les biens manufacturés autant que les matières premières) et à soutenir le rythme croissant de ses importations, sans pour autant entrer en surchauffe, et, d'autre part, de promouvoir la diversification et les capacités de production dans toute l'économie pour garantir la bonne santé économique sur le long terme. Pour l'une comme pour l'autre de ces entreprises, il faudra augmenter le niveau des investissements, et libéraliser davantage l'environnement des affaires en le couplant dans le même temps à une administration efficiente et fiable. A cet égard, pour y parvenir, le pays va dépendre de manière cruciale de sa base en ressources humaines qui, comme nous venons de le voir, a été soumise à de graves contraintes et menaces. Les marchés mondiaux comptent bien que le pays parviendra à ses fins.

ii. La contribution européenne recherchée

83. Pour les pays européens, il est vital que la Fédération de Russie réussisse à relever ces défis, puisque l'une et l'autre sont géographiquement proches et liées par d'intenses relations commerciales. Il en va de l'intérêt de tous que les sociétés européennes augmentent leurs investissements directs dans les affaires en Fédération de Russie, notamment dans le secteur productif - et à mesure que la libération

et la lutte contre la corruption et le crime progressent, cela devrait leur être de plus en plus possible. Dans le même temps, il est de l'intérêt de tous que la Fédération de Russie accède à l'Organisation mondiale du commerce au plus tôt.

84. Comme votre Rapporteur le suggérait plus haut, la Fédération de Russie met activement en œuvre des pans cruciaux de réforme, et elle a progressé à une vitesse impressionnante; toutefois, elle ne doit pas relâcher ses efforts. Les économistes internationaux préconisent une série de mesures et d'engagements supplémentaires qui, non seulement encourageraient l'investissement étranger, mais aideraient aussi les entreprises russes et stimuleraient à la fois la demande et l'investissement intérieurs, aidant ainsi la Fédération de Russie à rapatrier une partie des ressources financières perdues pendant toutes ces années de fuites massives des capitaux et de sous-investissement.

85. Malgré certaines améliorations en matière de législation sur la gouvernance d'entreprise, il demeure difficile de savoir vraiment qui contrôle les sociétés. La Fédération de Russie doit rationaliser ses dispositions légales sur la publicité, renforcer le contrôle de leur application et mettre en place des règles claires concernant les fusions et les acquisitions. En liaison avec cet axe d'amélioration, le gouvernement à juste titre est conscient que la réforme judiciaire et administrative est une priorité : le manque de confiance dans la manière dont les tribunaux russes font appliquer les lois en vigueur, la permanence du crime organisé et l'impression que le secteur public est gangrené par la corruption continuent de dissuader les investisseurs étrangers. La Fédération de Russie doit continuer de s'efforcer de protéger les droits de la propriété, s'attaquer à la corruption et rendre les contrats plus faciles à vérifier et à exécuter – et l'Europe s'est engagée à poursuivre sa coopération dans ce domaine vital.

86. La confiance des investisseurs sera renforcée par l'adoption rapide des IFRS (*International Financial Reporting Standards*), comme la Fédération de Russie s'y est maintenant engagée, et une meilleure protection des actionnaires minoritaires. Certains observateurs économiques sont préoccupés, cependant, par le fait que l'incertitude politique et commerciale redevient à nouveau un facteur qui pénalise la confiance, et qu'elle se traduit par une "prime de risque" venant grever les investissements russes, en particulier à la lumière du démantèlement forcé de Ioukos. Pour être crédible, la prééminence du droit doit, de manière visible, s'appliquer à tous les niveaux.

87. Toute impression d'un exercice arbitraire du pouvoir par l'Etat affecte la confiance des gens dans les droits de propriété, et fait obstacle à l'entrée des investissements. Il est donc crucial de maintenir et de respecter des institutions pluralistes et démocratiques, avec un système de contre-pouvoir, et de laisser fonctionner librement la presse et les médias, qui devraient constituer une arme importante pour la Fédération de Russie dans la lutte contre la corruption. La Fédération de Russie pourrait prouver sa détermination dans ce domaine en devenant partie aux Conventions pénale et civile de lutte contre la corruption (n° 174 et 173 respectivement¹⁹) et en adhérant au GRECO du Conseil de l'Europe – le Groupe d'Etats contre la Corruption, qui a été instauré pour assurer un suivi et une évaluation par des pairs de la manière dont ses membres respectent et mettent en œuvre les instruments juridiques internationaux. Depuis avril 2005, le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et la Commission de la Douma d'Etat pour la lutte contre la corruption travaillent ensemble à un projet commun financé par l'UE visant à aligner la législation russe contre la corruption sur les normes européennes et mondiales.

88. Le processus de privatisation des entreprises publiques demeure opaque et crée la confusion. Il convient de mettre en place un processus de sélection des candidats au rachat qui soit ouvert et dont l'équité puisse être prouvée, qui permette aux entreprises étrangères d'entrer en concurrence avec les sociétés russes, mais qui permette aussi d'établir clairement les droits de propriété. Les investisseurs sont actuellement préoccupés par le fait que les privatisations intervenues antérieurement pourraient être remises en question devant les tribunaux du fait d'une législation incohérente et peu claire (pour l'essentiel, ceci ne s'applique pas aux entreprises étrangères puisqu'elles n'ont pas participé à la première vague de privatisations). Cette même clarté et transparence serait la bienvenue dans l'attribution des marchés publics.

89. Dans sa législation, la Fédération de Russie doit veiller à ce que les marchés récemment libéralisés puissent fonctionner selon des règles du jeu équitables et qu'ils ne souffrent pas d'un excès de réglementation. L'ancienne structure d'UES, l'entreprise publique d'électricité, a été démantelée et le

¹⁹ Ce traité a été signé mais pas encore ratifié par la Fédération de Russie.

nouveau système de gestion donne l'impression d'être viable; toutefois, elle a besoin d'urgence d'un organisme régulateur indépendant. Cela vaut aussi pour le secteur du gaz, une priorité pour la Fédération de Russie, où c'est Gazprom lui-même qui fait office d'organisme régulateur. Une réforme de Gazprom (mais pas un démantèlement) a été promise, notamment l'ouverture de son infrastructure, et un accès plus grand pour des investisseurs privés, mais l'on craint que ce processus ne soit retardé par des groupes d'intérêt.

90. La Fédération de Russie doit assouplir encore davantage ses plafonds aux prises de participation par des sociétés ou investisseurs étrangers dans un certain nombre de sociétés industrielles et de services, par exemple les banques et l'assurance, le transport national et l'énergie, et revoir ses procédures réglementaires pour attirer l'investissement. L'adoption par le Gouvernement et le Parlement russes de la loi fédérale sur la conclusion d'accords de concession avec des investisseurs nationaux et étrangers constitue un pas important dans cette direction. Dans certains cas, également, la réforme pour une libéralisation n'est pas allée à son terme. Les télécommunications en sont un bon exemple: une législation récente implique que des entreprises étrangères peuvent investir dans des entreprises russes de télécommunications, mais l'incertitude demeure quant à la méthode d'octroi des licences et d'allocation des fréquences, et cela a découragé les investissements.

91. Pour peu qu'elles s'engagent dans ces secteurs, les entreprises européennes pourraient bénéficier d'un potentiel considérable de collaboration et de contribution à la réussite à long terme de la Fédération de Russie. De plus, l'adhésion de la Fédération de Russie au Conseil de l'Europe et sa participation à l'Accord de partenariat et de coopération Fédération de Russie-UE offrent d'excellentes opportunités de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs. L'UE et la Fédération de Russie coopèrent étroitement depuis fort longtemps. Depuis 1991, plus de 2,6 milliards d'euros ont été alloués à la Fédération de Russie au titre du programme communautaire TACIS pour promouvoir la transition vers la démocratie, la réforme judiciaire et l'Etat de droit, et améliorer la sécurité transfrontalière, ainsi que pour des questions sociales et environnementales. Des accords commerciaux sectoriels concernant l'acier et le textile ont également été conclus. Le programme TACIS pourrait utilement être étendu pour soutenir la formation professionnelle des managers, en particulier pour ceux qui travaillent dans des entreprises du secteur de l'économie réelle.

92. L'UE et la Fédération de Russie sont d'accord sur le fait que beaucoup de dossiers – y compris, mais pas seulement, les dossiers commerciaux – se traitent bien plus efficacement sur le plan international et c'est pourquoi, lors du Sommet de Saint-Pétersbourg en mai 2003, il a été décidé d'intensifier encore la coopération. Les partenaires ont donc signé, en mai 2005, un accord instaurant quatre "espaces communs" pour fournir un cadre global d'action. Un an après, ils sont également convenus d'assouplir les dispositions relatives aux visas en vue de parvenir, à terme, à l'autorisation de se déplacer sans visa et ont signé un traité de réadmission.

93. L'"Espace commun économique" entend mettre en place les conditions nécessaires pour accroître et diversifier les échanges et l'investissement. Il couvrira une large gamme de domaines, par exemple la coopération industrielle et la politique des entreprises, mais aussi des questions spécifiques telles que les droits de propriété, la concurrence et l'agriculture. Il sert de forum pour travailler à bon nombre des points – et saisir les opportunités – évoqués dans le présent rapport, et il va être stimulé encore davantage par l'appui récemment accordé par l'UE à la future accession de la Fédération de Russie à l'Organisation mondiale du commerce. Les questions environnementales seront centrales dans cet espace, en particulier à la suite de la ratification du Protocole de Kyoto par le Parlement russe.

94. Le dialogue entre la Fédération de Russie et l'UE sur l'énergie, lancé lors du sommet conjoint en 2000, s'est révélé très important pour traiter un large éventail de questions dans le domaine de l'énergie aux niveaux politique, administratif et industriel, en particulier pour ce qui concerne les clauses de territorialité dans les contrats de fourniture, le commerce de matériaux nucléaires et la sécurité physique du transport de l'énergie fournie. La future coopération pourrait être utilement étendue à des domaines tels que l'efficacité énergétique, les transferts de technologie, la réforme du secteur énergétique russe, la protection des investissements, une interaction plus étroite dans les marchés du gaz et de l'électricité, ainsi que pour la gestion des réseaux de gazoducs et oléoducs.

95. L'"Espace commun de liberté, de sécurité et de justice" entend renforcer la coopération dans les domaines de la justice et de l'intérieur, s'attaquer aux menaces du crime organisé, du terrorisme et

d'autres formes de criminalité transfrontalières telles que la contrebande et la traite des êtres humains ou le trafic de drogue. La Fédération de Russie comme l'UE ont beaucoup pâti de ces problèmes ces dernières années, et elles entendent renforcer leur coopération pour lutter contre ces phénomènes, puisqu'il est vital de trouver des solutions multilatérales si l'on veut les maîtriser. Pour l'UE, cette coopération doit prendre en compte l'équilibre entre la sécurité, d'une part, et la liberté, de l'autre. On espère que cet "espace" permettra des consultations régulières UE-Fédération de Russie sur les droits de l'homme, gages de reconnaissance que la défense des libertés individuelles et de la liberté de la presse sont aussi importantes pour la confiance internationale que le maintien de la stabilité. Cet espace commun se penchera aussi sur les dossiers des migrations et des frontières concernant les règles relatives aux visas et à l'immigration, avec en ligne de mire l'objectif de parvenir à des déplacements sans visas entre la Fédération de Russie et l'UE.

96. L'"Espace commun de coopération dans le domaine de la sécurité extérieure" prévoit d'accroître la coopération sur des questions de sécurité et en matière de gestion de crise, pour s'attaquer aux problèmes des conflits régionaux, de la prolifération des armes de destruction massive et de l'essor du terrorisme international et pour améliorer la coordination des interventions en cas de catastrophes naturelles majeures. L'UE et la Fédération de Russie exploiteront les opportunités d'action conjointe dans le cadre d'un ordre international fondé sur la coopération et incarné par des organisations telles que les Nations unies, le Conseil de l'Europe et l'OSCE.

97. L'"Espace commun sur la recherche, l'éducation et la culture" capitalisera sur le patrimoine intellectuel commun à la Fédération de Russie et à l'UE, pour améliorer les relations et les échanges dans les domaines de l'éducation et de la culture, développer une expertise commune et promouvoir les bonnes pratiques. Depuis 2003, un Accord de coopération dans les sciences et les technologies permet à des scientifiques et à des chercheurs russes de participer à des activités financées par l'UE.

98. Au cours de ces sept dernières années, la Fédération de Russie a réussi là où beaucoup pensaient qu'elle échouerait. Elle a choisi la voie d'un changement rapide et d'envergure, pour parvenir à la position remarquablement forte où elle se trouve aujourd'hui. Les recettes des exportations pétrolières ont considérablement contribué à ces bons résultats, mais on ne peut compter sur eux à l'avenir, comme la Fédération de Russie ne le sait que trop bien. C'est pourquoi elle va devoir relever les nombreux défis qui subsistent encore, mais, comme l'indique le présent rapport, aucun n'est insurmontable. Dans un monde en voie de globalisation, la coopération internationale sera la clé du succès. L'Europe, plus que toute autre région du monde, est liée à la Fédération de Russie – historiquement, par un patrimoine intellectuel commun, par des problèmes de sécurité communs et par des échanges commerciaux en rapide augmentation, surtout dans le domaine de l'énergie. Tant sur le plan commercial que politique, avec ses investissements, la technologie et la coopération, l'Europe fait tout ce qu'elle peut pour aider la Fédération de Russie à réussir sa transformation.

Commission chargée du rapport : commission des questions économiques et du développement

Renvoi en commission : Doc. 10343 ; renvoi 3025 du 23/11/2004 et Doc. 10361 ; Renvoi 3045 du 24/01/2005.

Projet de résolution adopté par la commission des questions économiques et du développement le 18 septembre 2006.

Membres de la commission: Evgeni **Kirilov** (Président), Antigoni Pericleous Papadopoulos (Vice-Président), Márton Braun (Vice-Président), Konstantinos **Vrettos** (Vice-Président), Ruhi **Açikgöz**, Ulrich Adam, Hans Ager, Abdülkadir Ateş, Doris Barnett, Veronika Bellmann, Radu-Mircea Berceanu, Akhmed Bilalov, Vidar Bjørnstad, Jaime Blanco, Luc Van den Brande, Patrick Breen, Milos Budin, Erol Aslan **Cebeci**, Ingrida Circene, Valeriu Cosarciuc, Ignacio **Cosidó**, Giovanni Crema, Ioannis **Dragassakis**, Iván Farkas, Joan Albert Farré Santuró, Relu Fenechiu, (remplaçant : Gheorghe **Miutescu**), Urszula Gacek, Carles Gasóliba, Francis Grignon, Kristinn H. **Gunnarsson**, Alfred Gusenbauer, Nick Harvey, Norbert **Hauptert**, Anders G. Högmark, Željko Ivanji, Ivan **Ivanov**, Miloš Jeftić, Karen Karapetyan, Orest Klympush, Anatoliy **Korobeynikov**, Zoran Krstevski, Jean-Marie Le Guen, (remplaçant: Michel **Hunault**) Harald Leibrecht, Rune Lund, Gadzhzy Makhachev, (remplaçante: Liudmila **Pirozhnikova**), Edward **Maniura**, David Marshall, Jean-Pierre Masseret, Miloš **Melčák**, José Mendes Bota, Attila Mesterházy, Ljiljana Milićević, Neven **Mimica**, Gebhard **Negele**, Bujar Nishani, Conny **Öhman**, Ganira Pashayeva, Jakob Presečnik, Jeffrey Pullicino Orlando, Luigi Ramponi, Maurizio Rattini, Maximilian Reimann, Dario Rivolta, Maria de Belém Roseira, (remplaçant: Maximiano **Martins**), Volodymyr Rybak, Kimmo **Sasi**, Bernard **Schreiner**, Samad Seyidov, Leonid Slutsky, Geraldine Smith, (remplaçant: Tony **Lloyd**), Christophe Spiliotis-Saquet, Aldona **Staponkienė**, Frans Timmermans, Jelleke Veenendaal, Oldřich Vojtíš, Varujan Vosganian (remplaçant : Mircea **Mereuta**), Robert Walter, Paul **Wille**, Tadeusz **Wita**, Rosmarie Zapfl-Helbling, Kostyantyn Zhevago

N.B. : Les noms des membres qui ont pris part à la réunion sont imprimés en caractères gras

Chef du Secrétariat : M. Newman

Secrétaires de la commission : Mme Ramanauskaite et M. de Buyer